

# ALTERMONDIALISME ET MARXISME

« Pas plus qu'il ne comprend les travailleurs, M. Heinzen ne comprend les libéraux bourgeois, alors qu'il travaille ardemment et inconsciemment à leur service. (...) Mais M. Heinzen n'a affaire ni à la bourgeoisie ni au prolétariat (...). Son parti, c'est le « parti des hommes », c'est-à-dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts « bourgeois » en les déguisant en buts « humains ». » (Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique – Contre Karl Heinzen*, Deutsche-Brüsseller-Zeitung, octobre-novembre 1847.)

## SOMMAIRE :

« Altermondialisme : la nouvelle internationale ? »

« Consommateurs de tous les pays... »

En marge des 'Vraies lois de l'économie' de Jacques Généreux

I – Introduction

II – La méthode philosophique

III – Aperçu sur l'économie politique marxiste

IV – Salaires, prix et plus-value : les « vraies lois »

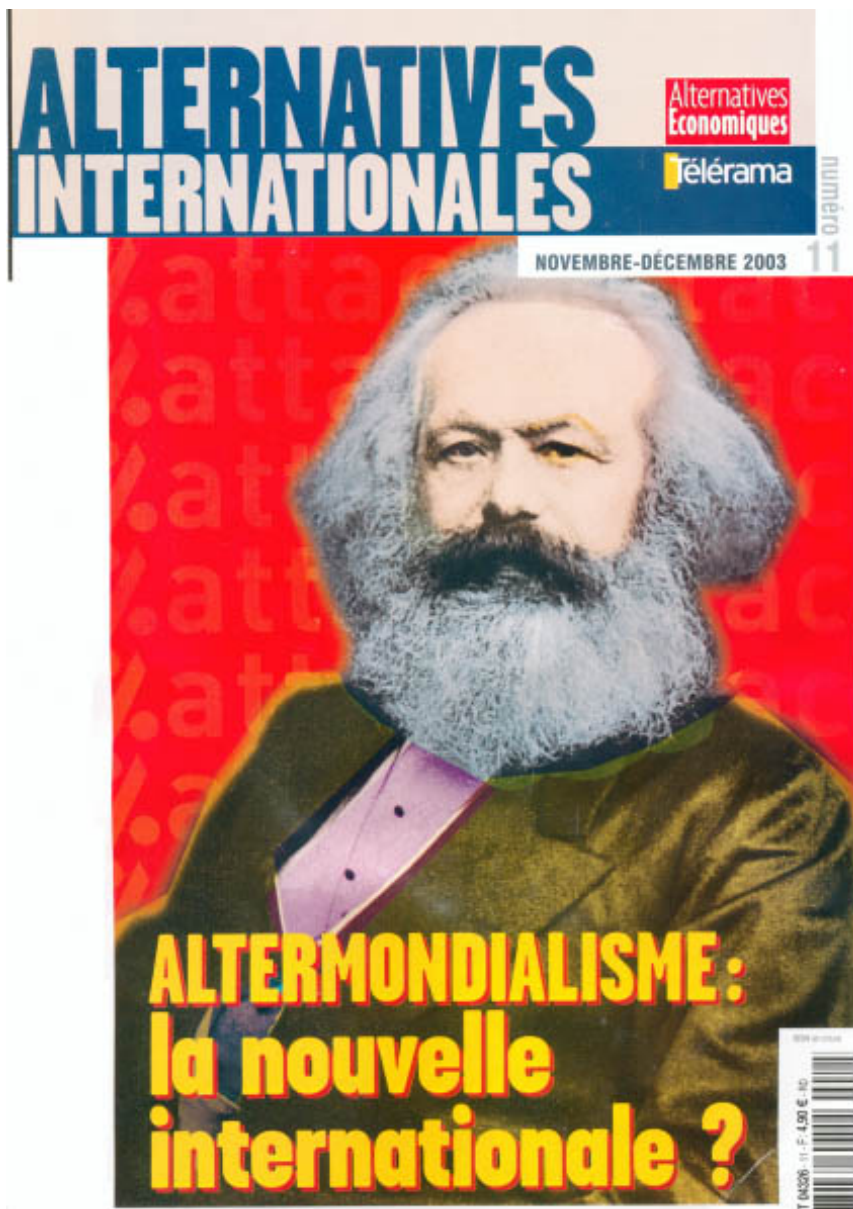
V – Les impôts

VI – Protectionnisme et libéralisme

VII – La démocratie bourgeoise et la critique du communisme

VIII – Cynisme et sophistique

IX – « Il suffirait d'y croire » !!!



**« Altermondialisme : la nouvelle internationale ? »**

Voici ce qu'on peut lire sur la couverture du magazine *Alternatives Internationales* de novembre-décembre 2003 qui nous gratifie également d'une illustration pleine page représentant Marx... sur un fond rouge incrusté du motif "ATTAC".

... comme pour rendre plus évidente la réponse à la question posée : "mais oui, bien sûr !"

Le vieux Marx ne serait-il pas au fond le père spirituel, l'inspirateur de l'altermondialisme, comme il fut en 1864 l'un des fondateurs de la 1<sup>ère</sup> Internationale ? C'est assurément ce que suggère cette présentation. Dans un autre article du même auteur, Philippe Frémeaux, et du même acabit... paru dans le hors série numéro 60 *d'Alternatives Economiques* (2<sup>ème</sup> trimestre 2004), et intitulé « De l'internationale communiste à l'altermondialisme », notre regard se trouve attiré par une bannière représentant aux côtés de Marx, Engels et Lénine... le camarade Bové !



Mais au-delà de ces présentations tape à l'œil, quel est le contenu de classe de ces articles où l'on met en parallèle **communisme** et **altermondialisme**, où ce dernier nous est présenté comme une continuation, ou plus exactement comme un dépassement du marxisme ?

Commençons par l'article relatif au deuxième forum social européen et intitulé « Altermondialisme : la nouvelle internationale ? » A cette question, je serai tenté de répondre par l'affirmative. En effet, « on trouvera réunis à Saint-Denis ceux qui dénoncent les inégalités Nord-Sud ou attirent l'attention sur les risques écologiques globaux mais aussi des mouvements qui défendent, au sein de chaque pays, les intérêts des différentes composantes de nos sociétés : syndicats de salariés, mouvements de paysannes, associations de chômeurs, etc. » ; nous avons donc là à n'en pas douter tous les ingrédients d'une "2<sup>ème</sup> Internationale" de l'altermondialisme, qui à n'en pas douter connaîtra le même sort que celle des Kautsky et Cie, elle qui veut « concevoir des formes de représentation et de gouvernance qui prennent en compte cette diversité, en cherchant à faire converger les aspirations des différents groupes sans imposer une règle majoritaire », bref, elle qui pour maintenir l'unité du mouvement altermondialiste, s'affranchira des clivages politiques et idéologiques en évitant soigneusement les vrais débats, c'est-à-dire ceux qui prêtent à polémique, pour préférer obtenir « beaucoup de dialogue afin de produire du consensus ». Reste à déterminer de quel consensus il s'agira...

D'après les figures en vue de l'altermondialisme (ATTAC-Bové), ce consensus sera celui de l'action citoyenne, de la démocratisation des institutions internationales (OMC, FMI), de la mise en place d'un contrôle des multinationales...

Que craignent les idéologues du mouvement altermondialiste ?

Sa **radicalisation** !

Ils disent oui à la contestation, mais à une contestation "citoyenne", "soft", c'est-à-dire qu'ils veulent inscrire cette contestation dans un cadre bien délimité et lui impulser une orientation réformiste :

« Reste pour le mouvement altermondialiste à résister à ses démons. Le premier est la fuite en avant dans la radicalité, qui conduirait à sa marginalisation. C'est ce que redoute aujourd'hui Bernard Cassen [ex-président d'ATTAC]. Il est vrai qu'ATTAC, en France, est devenu le lieu où sont synthétisées, sur de nombreux dossiers, les analyses de la gauche de la gauche. Or le mouvement altermondialiste ne peut être légitime que s'il sait s'ouvrir à toutes les organisations sociales. »

La peur de la marginalisation du mouvement altermondialiste ? La peur de la perte de sa légitimité ? Est-ce

vraiment là ce qui effraie tant nos bons bourgeois ? Non, leur vraie crainte, c'est de le voir échapper à tout contrôle, c'est la peur d'avoir à débattre avec la gauche radicale des vraies questions, c'est celle de voir les marxistes étendre leur influence au sein des rangs altermondialistes.

Faudra-t-il donc être étonné quand on en viendra à faire la chasse aux sorcières afin "d'épurer" le mouvement altermondialiste des démons qui l'agitent, de ce spectre du communisme qui le hante ?

Ce démon tant redouté par la bourgeoisie est, de l'aveux même de notre auteur, le fait

« de faire du libéralisme une sorte de péril extérieur qu'il suffirait d'extirper pour redonner vie et santé à nos sociétés. Ou d'en faire le principe unique qui, comme le poumon du *Malade imaginaire*, serait à l'origine de tous nos maux. »

[La crise que traverse le capitalisme ne serait-elle pas au fond une maladie imaginaire ? La crise ? Quelle crise ? C'est vrai qu'après tout, pour les rédacteurs d'*Alternatives Internationales*, il n'y a pas lieu de s'alarmer outre mesure de cette crise qui ne touche pas tout le monde : les milieux réformistes petit-bourgeois, eux, sont florissants. "A quelque chose malheur est bon" dit le proverbe populaire...]

Ce démon du « développement du vote aux extrêmes ou de l'abstention » est pour la bourgeoisie le signe d'un profond mécontentement populaire que les forums sociaux surmédiatisés vont avoir pour tâche de canaliser, en injectant habilement des espaces de dialogue afin de donner aux mécontents et aux déçus du système l'impression d'une concertation sociale, l'impression d'être réintroduit « dans le jeu politique », eux « qui en sont aujourd'hui exclus », l'impression d'un « élargissement » de la « société civile » en vue de "lutter" contre l'arbitraire des monopoles,

« "lutte" contre la politique des trusts qui, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, se réduit à un réformisme et à un pacifisme bourgeois, à des souhaits pieux et inoffensifs » (Lénine, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, p. 112.)

De tout cela, il ressort que les leaders du mouvement altermondialiste, loin de vouloir se battre contre les fondements de l'impérialisme, veulent seulement en éliminer les prétentions excessives et en limiter les effets nocifs (en premier lieu desquels vient le « démon » du radicalisme auquel il faudra à tout prix résister), loin de prendre le contre-pieds de la pensée unique, restent cantonnés dans le cadre étroit de cette pensée néo-libérale à laquelle ils prétendent pourtant proposer une alternative, car, loin de vouloir la mort du libéralisme et de la libre concurrence, ils veulent leur « régularisation » et souhaitent les voir s'accorder avec des « valeurs humaines », pour résumer, veulent en revenir à un capitalisme " bien réglé " et à une "saine et libre" concurrence.

Mais ce capitalisme a-t-il jamais existé ailleurs que dans les têtes mal faites de nos "néo"-réformistes qui ne font rien de plus que

« ce que font tous les bons bourgeois. Tous, ils vous disent que la concurrence, le monopole, etc., en principe, c'est-à-dire pris comme pensées abstraites, sont les seuls fondements de la vie, mais qu'ils laissent beaucoup à désirer dans la pratique. Tous ils veulent la concurrence sans les effets néfastes de celle-ci. Tous veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de la vie bourgeoise sans les conséquences nécessaires de ces conditions. » (Lettre de Marx à Annenkov ; 28-12-1846)

En définitive, l'altermondialisme, dont la seule "nouveau" réside en ce que ses promoteurs pensent avoir fait là des découvertes sensationnelles quand ils se sont contentés, par ignorance, de ressasser les platitudes séculaires de la petite-bourgeoisie en leur conférant simplement une dimension "internationale", loin d'apporter le moindre élément nouveau tant à la critique de l'impérialisme (terme traduisible dans leur jargon philistin par « mondialisation néo-libérale »), qu'à la résolution pratique des problèmes posés par ce dernier, ne font qu'emboîter le pas à la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme :

« Contrairement à Sismondi qui voyait dans le système de la libre concurrence la source première de tous les maux du capitalisme, une grande partie des économistes petits-bourgeois de l'époque de l'impérialisme vantent le capitalisme de l'époque de la libre concurrence qu'ils représentent comme le meilleur régime économique de la société. Ils dirigent le feu de leur critique, non contre le capitalisme en général, mais seulement contre la domination illimitée des monopoles capitalistes, dans l'arbitraire desquels ils voient le principal danger qui menace la « liberté économique », l'« initiative privée », etc. Dans les ouvrages des critiques petits-bourgeois de l'impérialisme se trouve rassemblée une riche collection de faits qui dénoncent la pratique de rapine des monopoles. Mais les économistes petits-bourgeois critiquent les monopoles en se plaçant sur des positions réactionnaires et utopiques, en demandant le retour au capitalisme de la libre concurrence. Ils nient la nécessité de passer au socialisme, faute de quoi on ne peut imaginer éliminer la domination des monopoles. La critique petite-bourgeoise de l'impérialisme sème l'illusion que l'on pourrait éliminer les « abus » des monopoles et consolider les positions des petites et moyennes entreprises à l'aide d'une législation « anti-trust », de toutes espèces de mesures en vue d'encourager les petites entreprises et de combattre les machinations spéculatives des requins de la finance tout en conservant le capitalisme. Les économistes petits-bourgeois sèment des illusions en affirmant que, dans les conditions du capitalisme, on peut sauver de la ruine les

petits producteurs de marchandises, paysans et artisans, et améliorer radicalement la situation des ouvriers en développant les coopératives de consommateurs, d'agriculteurs, d'artisans. Dans les conditions actuelles, de nombreux représentants de l'économie politique petite-bourgeoise se font les interprètes du mécontentement des couches petites-bourgeoises face à l'arbitraire des monopoles, au despotisme du pouvoir d'Etat, au joug fiscal insupportable, au danger croissant de guerre. » (*Manuel d'économie politique*, Académie de sciences de l'URSS, Moscou, 1955, p. 336-337)

Écoutons également Lénine qui dès 1916 disait que

« les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de "réformes" tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. (...) "On nous dit qu'il faut combattre l'impérialisme ; que les Etats dominants doivent reconnaître aux peuples assujettis le droit à l'indépendance ; qu'un tribunal international doit surveiller l'exécution des traités conclus entre les grandes puissances et les peuples faibles. La conférence ne va pas plus loin que ces vœux innocents. Nous n'y voyons pas trace de la compréhension de cette vérité que l'impérialisme est indissolublement lié au capitalisme dans sa forme actuelle (...)" Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. (...) Mais, en attendant, toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme ; elle craignait de s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un "vœu innocent". (...) C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous, tels que Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : *L'Angleterre et l'impérialisme*, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire oeuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des "vœux innocents" de paix, etc. Il n'est pas jusqu'au statisticien des émissions internationales, A. Neymarck, qui, totalisant les centaines de milliards de francs représentés par les valeurs "internationales", s'exclamait en 1912 : "Est-il possible d'admettre que la paix puisse être rompue ?... que l'on risque, en présence de ces chiffres énormes, de provoquer une guerre ?" (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, tome XIX, livre II, p. 225.) Une telle naïveté, et de la part des économistes bourgeois, n'est pas étonnante ; au surplus, il leur est avantageux de feindre la naïveté et de parler "sérieusement" de paix à l'époque de l'impérialisme. » (Lénine, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, in *Oeuvres choisies*, édition numérique, Tome I.)

Mais est-ce là véritablement étonnant que l'altermondialisme, loin d'avoir dépassé d'une quelconque façon le marxisme, soit au contraire tombé sous le coup de sa critique de la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme ?

Assurément non, une fois que l'on a pris connaissance de la "critique" que l'altermondialisme fait de la démocratie bourgeoise :

« La démocratie prétend, par définition, donner la souveraineté au peuple. (...) La démocratie représentative permet de dégager des majorités en charge d'imposer une vision de l'intérêt général. Elle a aussi ses limites dans la mesure où certaines parties du corps social ne se reconnaissent pas nécessairement dans les décisions imposées par les assemblées élues, elles-mêmes souvent soumises aux intérêts des plus puissants. »

Écoutons maintenant Marx et Lénine s'exprimer sur la démocratie bourgeoise :

« C'est à la propriété privée moderne que correspond l'Etat moderne, dont les propriétaires privés ont fait peu à peu l'achat au moyen des impôts, qui leur est dévolu complètement grâce au système des dettes publiques et dont l'existence dépend désormais entièrement, par le jeu de la hausse et des valeurs de la Bourse, du crédit commercial que les propriétaires privés, les bourgeois, lui accordent. Le seul fait qu'elle soit une classe (...) contraint la bourgeoisie à s'organiser à l'échelle (...) nationale [et même internationale à l'heure de la « mondialisation », *note personnelle*], et à donner une forme générale à ses intérêts communs réduits à la moyenne. La propriété privée s'étant libérée de la communauté, l'Etat a acquis une existence particulière à côté et en dehors de la société civile ; mais il n'est rien de plus que la forme de l'organisation que les bourgeois sont forcés de se donner, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, pour garantir mutuellement leur propriété et leurs intérêts. » (Karl Marx, *l'Idéologie allemande*, 1846)

« Le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier font de la démocratie une illusion ; et cependant le capitalisme engendre des tendances démocratiques au sein des masses, fonde des institutions démocratiques, aggrave l'antagonisme entre l'impérialisme, négateur de la démocratie, et les masses qui aspirent à la démocratie. » (Lénine cité dans *Manuel d'économie politique*, Académie de sciences de l'URSS, Moscou, 1955, p. 282)

Ainsi, mise en regard des formules de Marx et Lénine, la formule altermondialiste, dont la forme, tout aussi scolaire que juridique et consensuelle, sied parfaitement au contenu, délibérément vague et minimaliste quant à la caractérisation de cette réalité brutale qu'est la mainmise du grand capital sur l'Etat, c'est-à-dire son ingérence dans les affaires "démocratiques", nous apprend que quelques 150 ans après Marx, les altermondialistes ont "découvert" que la démocratie avait « ses limites » du fait que les plus riches savent faire valoir leurs intérêts particuliers contre l'intérêt général jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat le plus "démocratique" ! Quelques 150 ans après Marx et 100 ans après Lénine, les idéologues les plus brillants de l'altermondialisme viennent donc de "découvrir le feu" !

Gageons qu'il nous faudra encore patienter de nombreuses années avant de les voir faire cette autre découverte d'importance que les guerres impérialistes ne sont nullement l'expression manichéenne d'une scélératesse particulière des capitalistes, mais simplement une nécessité économique du capitalisme monopoliste contraint par le haut degré de concentration auquel il est parvenu et par les lois coercitives externes de la concurrence, d'étendre ses zones d'influence, sources de matières premières à bon marché et de débouchés, et qu'il est donc tout aussi **vain** que **puéril** de sermonner le grand capital à propos des guerres ou des catastrophes écologiques au nom d'une quelconque morale petite-bourgeoise, aussi philanthropique fuisse-t-elle.

Il convient de souligner que si l'auteur prend assurément des pincettes dans la "critique" qu'il fait de l'oligarchie financière et du despotisme des trusts qu'il nomme pudiquement « groupes de pression économiques », il n'en est pas de même pour ce qui concerne sa critique des radicaux à qui s'adresse l'épithète infamante de « démons ».

Ce qui sidère, c'est la promptitude que la bourgeoisie manifeste à "enterrer" le communisme, à vouloir nous le faire passer pour une histoire révolue, à vouloir y substituer son **ersatz altermondialiste**, dont l'idéologie, à en croire ses publicistes, bien que beaucoup moins ambitieuse quand à ses revendications, n'en porte pas moins pour autant de nombreux espoirs :

« L'altermondialisme ne doit pas, comme le communisme **jadis**, donner à croire qu'il suffirait de "changer le système" pour régler d'un coup tous nos problèmes. »

Et pourtant

« Bernard Cassen n'est pas loin de penser que le mouvement altermondialiste est porteur du même potentiel émancipateur pour l'humanité que le **fût en son temps** l'idée socialiste. »

Ainsi, si le communisme « fût en son temps », « jadis », porteur d'espoir, il est aujourd'hui dépassé si l'on en croit les grosses têtes de l'altermondialisme, puisque

« la faillite de l'idéologie communiste, dans la réalité comme dans l'idéal, a achevé de faire perdre aux ouvriers leur statut de classe porteuse de l'avenir de l'humanité. »

Et pourtant, malgré les déclamations tragiques de notre auteur sur la mort du communisme, il croit utile de nous mettre en garde sur le danger d'un « démon » qui menace de faire verser le mouvement altermondialiste dans un anticapitalisme radical, puisque

« certains sont tentés de renouer avec la **vieille** critique communiste de la démocratie représentative. »

La réalité qui transparaît nettement au travers de ces deux articles n'est guère celle d'un réquisitoire implacable contre le capitalisme pour lequel les critiques restent très dosées, mais celle d'une critique préventive à peine voilée du marxisme qui en est sans conteste la cible principale.

Cela fait plus d'un siècle que la bourgeoisie clame que le marxisme est dépassé, mais la seule chose réellement dépassée, c'est la vieille rengaine puante de l'anti-communisme que les laquais de la bourgeoisie estiment utile de nous ressortir à chaque fois de leurs placards les plus poussiéreux en essayant, après l'avoir soigneusement épousseté, de nous la présenter sous un jour nouveau.

Mais faut-il réellement s'en étonner, quand, dans le même numéro, **Alternatives internationales** titre « Pourquoi la Corée du Nord fait trembler l'Asie », clamant que les sud coréens « sont inquiets de la menace nucléaire du régime de Pyongyang » et que ce dernier créé chez les japonais « un sentiment de vulnérabilité assez comparable à celui provoqué par les attentats contre le World Trade Center aux Etats-Unis » et est donc le premier responsable de la « remilitarisation de l'archipel japonais » qui est soumis à une inquiétude « maximum » !

Sic ! Que d'inepties condensées dans les quelques lignes de ce triste torchon !

A la vue de ces articles (et de ces illustrations), la première pensée à m'avoir traversé l'esprit fût celle d'un profond sentiment de révolte et de colère, sentiment qui a motivé la rédaction de ces quelques lignes.

« Salir de la sorte Marx, Engels, Lénine et tous ceux qui ont donné leur vie pour faire triompher la cause communiste ! » me disais-je regardant, la mine quelque peu déconfite, la triste figure du sieur Bové à côté des

bustes de Marx, Engels et Lénine. Si ces derniers pouvaient voir cela, nul doute qu'ils bondiraient hors de leur tombe pour aller administrer une bonne correction à ces profanateurs, à ces petits-bourgeois impies, qui ne rechignent devant aucune bassesse, devant aucune crapulerie, devant aucune escroquerie intellectuelle, à seule fin de remplir leurs torchons d'insanités néo-réformistes, tout en les présentant comme une continuation ou un dépassement du marxisme, l'altermondialisme tel un "néo-marxisme", remède au "néo-libéralisme".

En ces temps de règne sans partage des trusts, de fascisation croissante, de censure des médias par l'argent, la petite bourgeoisie tente de défendre corps et âmes les derniers vestiges de sa "démocratie". Pour cela, les vieilles méthodes du parlementarisme ne suffisent plus, il faut dire que les "socialistes" et les "communistes" à la sauce Jospin-Hue-Buffer se sont complètement déconsidérés aux yeux des travailleurs, et que maintenant même le fait évoqué par Lénine de « se draper de l'habit du marxisme » ne suffit plus à la bourgeoisie, il lui faut désormais paraître avoir eu connaissance du marxisme et de l'avoir "dépassé", pour mieux pouvoir tromper le peuple et être en mesure de proposer une énième réforme du capitalisme monopoliste qu'il s'agit désormais de « démocratiser ».

Que se cache-t-il d'autre sinon derrière des expressions comme « développer la société civile au niveau international », « revitaliser nos démocraties », « exiger l'instauration de mécanismes de solidarité et de normes opposables au niveau international » et enfin « démocratiser la mondialisation ».

Toute cette rhétorique flamboyante n'a pour seul but que de définir « l'amélioration du fonctionnement » de la « démocratie représentative », qu'il faut parvenir à préserver de pressions des « groupes de pression économiques », en des termes plus crus, il ne s'agit ni plus ni moins que de **démocratiser l'impérialisme** ! Tel est le fin mot de l'altermondialisme dans sa mouture à la sauce ATTAC-Bové, sauce qui risque de se révéler bien indigeste pour les travailleurs qui y après y avoir goûté,... y seront également mangés par le capital qui fera d'eux son plat de résistance.

En fin de compte, l'altermondialisme constitue la dernière carte de la bourgeoisie, son ultime paravent pour détourner les luttes de classes ; et si les promoteurs de l'altermondialisme se félicitent de « l'essor de l'altermondialisme », c'est oublier un peu vite que cet essor n'est pas fortuit, et reste au final très modeste au regard du matraquage médiatique et des sollicitations de toute la presse bourgeoisie dont il fait l'objet. Les travailleurs commenceraient-ils à se méfier d'une "contestation" qui bénéficie de l'aval et du soutien actif, ou tout au moins tacite de toute la bourgeoisie ?

Depuis quand les médias vendus à la bourgeoisie marchent-ils contre les intérêts de celle-ci ?

N'est-il pas étrange de voir Chirac, valet de l'impérialisme français, parler "commerce équitable" et se féliciter du développement « d'initiatives citoyennes » telles Porto Allègre ?

Comment expliquer cet engouement des classes dirigeantes de la ploutocratie capitaliste pour l'altermondialisme mieux que par ce mot d'ordre des leaders altermondialistes pour qui « cette société civile se développe désormais au niveau international » et « témoigne de la capacité croissante d'une partie de la population, avec l'élévation du niveau culturel [Sic !, *note personnelle*], à intervenir politiquement, sans pour autant "faire de la politique" au sens de l'appartenance à un parti luttant pour accéder au pouvoir » ; mot d'ordre absolument dans la continuité du credo altermondialiste très attaché au mythe des "Etats impuissants" face à la mondialisation.

En effet, puisque cette dernière déborde du cadre de la politique nationale, à quoi sert-il encore de faire de la politique au sein de partis nationaux ?

Cette logique flamboyante, que la bourgeoisie a toutes les chances d'applaudir, ne peut aboutir qu'à une dépolitisation de la contestation, ce qui fait mieux ressortir les convergences d'intérêts entre la bourgeoisie et l'altermondialisme, nous rendant du même coup plus compréhensive la tendresse que cette dernière lui témoigne...

L'altermondialisme n'est qu'une habile manière d'injecter un peu de "démocratie" et de favoriser les "espaces de dialogue" de proximité, dans la continuité de la politique libérale de décentralisation et de dépolitisation des masses :

***"Citoyens, vous pensez n'avoir plus aucune prise sur les multinationales qui régissent votre vie ?***

***Eh bien, consommateurs, occupez vous de la politique de proximité : là au moins, vous pouvez agir !***

***Citoyens, laissez les préoccupations étatiques de côté, l'Etat est désormais impuissant à administrer la vie économique, devenez seulement des consommateurs responsables, et tout ira pour le mieux !"***

Vous y croyez, vous ?

Faut pas nous prendre pour des cons tout de même !

L'Etat, impuissant ?

Alors, pourquoi toutes les mesures de déréglementation ont-elles toutes été mises en oeuvre par les Etats ?

L'Etat capitaliste à la mode réformiste, impuissant face au lobbying des trusts, OUI.

Mais l'Etat prolétarien révolutionnaire, impuissant, NON !

Ne s'agit-il pas au travers de cette dépolitisation, de transformer le citoyen en éco-consommateur pour qui « l'action politique » se réduira au soutien d'ONG tiers-mondistes, au boycott des grandes marques et à la promotion du commerce équitable ?

Les idéologues de l'altermondialisme ne sont rien d'autre que des médecins penchés sur le chevet d'un capitalisme agonisant qui rend de bien nombreux travailleurs malades (quand il ne les envoie pas tout simplement dans la tombe), me rappelant cette conversation d'un médecin avec son malade que me rapportait un camarade\* :

- LE MEDECIN : Il est une maladie bien inquiétante qui réapparaît, lentement fort heureusement, dans les rangs de notre masse (bas : d'ailleurs toi, je vais t'examiner de plus près mon co...). Nous n'avions plus connu ce syndrome depuis...oh, il y a bien longtemps... ah oui, ça y est, je me souvient, la dernière épidémie était en Chine, mais voyez-vous, notre chère médecine allopathique occidentale eut, bienheureusement, raison d'elle, je crois vers la fin des années soixante dix. Oui, c'est cela...mais non sans peine, car le virus était coriace...tellement puissant qu'il s'était répandu jusque chez nous, en 68 je crois. Quelle frayeur ! Enfin, tout cela s'est finalement bien terminé, car notre santé était alors bien trop bonne pour un virus qui venait de si loin. Nous étions fort... à l'époque. Non, le plus inquiétant est que cette maladie réapparaît à chaque fois plus forte et, on ne sait comment, directement immunisée à son ancien remède... c'est décidément la plus dangereuse d'entre toute. Tout ceci me cause bien des tourments, aussi vais-je tout de même faire part de mes inquiétudes à l'Ordre des médecin, afin que nous portions une attention toute particulière à cette... enfin, comme on dit : mieux vaut prévenir que guérir. N'est ce pas ?

- UN MALADE : Oh, mais je vous comprend parfaitement, et vous avez raison d'avoir peur... les gens de votre espèce devraient toujours avoir peur, car notre Maladie, je ne vous le cache pas, est Incurable ... Incurable, car inextricablement liée au niveau de décomposition du monde dans lequel elle évolue. Incurable voyez-vous, parce que votre Système est en ruine et ne fait que s'écrouler un peu plus chaque jour. Ainsi notre maladie, qui puise sa force de la putréfaction de votre monde, est devenue très coriace. C'est un simple rapport de cause à effet. Voyez-vous donc bien toute la légitimité et la cohérence du syndrome marxopositif, qui puise sa force par la négative ? Bien sûr que vous comprenez... et, rusés comme vous l'êtes, vous comprenez également que le danger est bien trop grand pour ne pas soigner le mal à sa racine. Oh, mais nous les connaissons vos méthodes, et je vous le dit haut et fort : c'est fini, nous n'en voulons plus de votre came, vos somnifères et autres cadeaux empoisonnés qui nous endorment passagèrement, tout ceci nous coûte bien trop cher ! D'ailleurs, votre « science » est au bout de son latin ?... et même si ce n'était le cas, s'il vous restait encore quelques cartes à jouer, quelques pansements à ajouter, où croyez-vous donc mener le monde ? à sa ruine ! Mais ?! je vous sent agacés ? je vais en venir au fait. Voyez-vous, au fur et à mesure que vous perfectionnez votre...science, vous perfectionnez, par là même, les armes pour la détruire... rappelez-vous, la négative ! Nous autres, les Malades, nous sommes de ceux qui pensons que ce qui ne nous tue pas nous rend plus forts. Et voyez-vous, si vous pouvez tuer tous les Malades, vous ne pouvez, et ne pourrez jamais tuer la Maladie, vous ne feriez dans le fond, en vous débarrassant de nous, que la purifier un peu plus afin qu'elle renaisse à un degré qualitativement supérieur. Nous disions donc... Incurable la Maladie...ce qui revient à dire également, que lorsqu'une personne atteinte du virus, entre dans la période critique, finale de la Maladie, on ne peut plus rien pour elle, elle est... Inguérissable. Oh, mais vous êtes bien pâle pour quelqu'un en « bonne santé »...c'est promis, je termine (bas : et vous achève). Ainsi, dans votre camp comme dans le nôtre, nous nous préparons...mais il est bien évident que le choix des armes repose entre vos mains, vous qui êtes si belliqueux envers ceux qui vous veulent du bien. Mais qu'à cela ne tienne, nous aussi savons nous battre, alors aux grands maux les grands remèdes.

Afin de conclure cet article, je terminerai avec ces paroles de Marx qui me semblent particulièrement aptes à caractériser ces **titans réformistes** de l'altermondialisme, ces généraux qui, partant à l'assaut de la forteresse « capitalisme » lui envoient des troupes armées de mousquets, certains ainsi de pouvoir lui infliger de rudes coups, alors qu'il faudrait faire donner l'artillerie pour espérer être en mesure de l'ébranler...

« Notre Hercule fondateur d'Etats ne copie d'ailleurs pas la « république fédérative » dans ses moindres détails. Il l'agrément de « institutions sociales », il « réglera les rapports de propriété d'après des principes rationnels », et les sept grandes mesures par lesquelles il supprimait les anomalies de la vieille société bourgeoisie ne sont aucunement les rognures maigres et pauvres obtenues en mendiant dans ces abjectes gargotes modernes, socialistes et communistes. (...)

Et voilà ce que Mr Engels qualifie d'élucubrations gratuites de petit-bourgeois visant à réformer le monde !

Nous vivons bien sûr, à une époque où « les bons disparaissent de plus en plus » et où les « meilleurs » ne sont même pas compris.

Prenez, par exemple, un citoyen quelconque, bien pensant, et demandez-lui de vous dire en conscience de quoi souffrent les « rapports de propriété » actuels ? Et le brave homme posera son index sur le bout de son nez, respirera

deux fois, profondément et pensivement, et puis vous sortira « humblement » que c'est une honte que beaucoup de gens ne possèdent rien, pas même le strict nécessaire, et que d'autres amassent des millions d'une aristocratie impudences, et ce non seulement au détriment de gueux privés de tout, mais aussi d'honorables bourgeois ! Aurea mediocritas, médiocrité dorée ! s'exclamera le brave membre de la classe moyenne ! Il suffirait d'éviter les extrêmes ! Quelle est la constitution raisonnable qui serait compatible avec ces extrêmes, avec ces extrêmes hautement condamnables !

Et maintenant, jetez un regard sur la « république fédérative » de Heinzen, avec ses « institutions sociales » et ses sept mesures pour « l'humanisation de la société ». Chaque citoyen s'y voit garanti un « minimum » de fortune au-dessous duquel il ne saurait tomber, et on lui prescrit un maximum de fortune qu'il ne doit pas transgresser. Mr Heinzen n'a-t-il pas résolu toutes les difficultés en reprenant, sous la forme de décrets d'Etat, le pieux désir de tous les braves bourgeois, et en le comblant justement par là afin que personne n'ait trop ni trop peu ? Et c'est de cette façon, aussi simple que grandiose, que Mr Heinzen a résolu l'ensemble des conflits économiques. Il a réglé la propriété d'après des principes raisonnables et conformes à l'honnête équité. Et n'allez surtout pas lui objecter que les « règles raisonnables » de la propriété sont précisément ces « lois économiques » dont la froide nécessité fera obligatoirement échouer toutes les « mesures équitables » (...)

Qu'il est injuste de faire valoir des considérations économiques à l'égard d'un homme qui « ne se vante pas », comme tant d'autres, de ses « études économiques », mais qui a su, au contraire, conserver jusqu'ici, par modestie, dans tous ses ouvrages, l'apparence virginale qu'il lui faudra encore faire les premières études d'économie politique ! (...)

En vérité, ce qui révèle la grande démoralisation de certains écrivains communistes, c'est qu'ils choisissent des adversaires économiquement et philosophiquement instruits, et qu'en revanche, ils n'ont pas de réponse pour les "humbles" trouvailles du grossier bon sens, auquel ils devraient avant tout apprendre les notions élémentaires sur les conditions économiques de la société bourgeoise existante, afin d'en pouvoir discuter avec lui par la suite. » (Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique – Contre Karl Heinzen*, Deutsche-Brüsseller Zeitung, novembre 1847)

« Sur un terrain plat, de simples buttes font l'effet de collines ; aussi peut-on mesurer la platitude de la bourgeoisie contemporaine d'après le calibre de ses esprits forts. » (Karl Marx, *Le capital*, Chapitre XVI, 1867)

V.G. — février 2004.

\* Influencé par le maoïsme et considérant donc la Chine de Mao comme "socialiste".

## « Consommateurs de tous les pays... »

Quand les petits-bourgeois d'*Alternatives Internationales* et C<sup>ie</sup> s'obstinent à vouloir faire passer leur « altermondialisme » comme un dépassement du marxisme !!!

Nous renonçons bien sûr à dresser une liste complète de toutes les ignominies petites-bourgeoises que l'on peut rencontrer dans ce genre de littérature.

Nous avons relevé cependant quelques perles qui méritent d'être relevées tant elles démontrent que l'escroquerie intellectuelle chez ces gens là ne comporte guère de limites.

Durant les derniers mois nous avons eu le droit à une couverture « **Altermondialistes de tous les pays...** » !!!

Mais le numéro de novembre 2004 qui annonce d'emblée une « **Nouvelle formule mensuelle** », comme on essaie de faire un gros coup de pub pour vendre sa lessive, (mais qui n'a hélas entraîné aucun changement dans les "alternatives" prônées...), fait encore plus fort !!!

On trouvera un dossier complet « **Consommateurs de tous les pays...** » qui ne peut guère mieux être résumé que par la page de couverture du même numéro.

Au menu : achat-boycot citoyens (puisque « **L'OMC et les multinationales sont hors de portée des urnes** » !) et commerce équitable (pour venir en aide au tiers monde !).

Mais que dire de cette recette qui prétend, (à l'aide de sophismes du genre « **J'achète donc je pense** »), donner aux citoyens le pouvoir de « **transformer le capitalisme de l'intérieur** » ? Et que dire de la fameuse intervention du Professeur Toni Négri, (ce néo-kautskiste à la manque\*) qui nous offre une "nouvelle" dissertation sur la démocratie bourgeoise ???!!!



Rien n'illustre mieux le philistinisme sans borne de ces littérateurs « impuissants et loqueteux »\*\* que cette couverture qui vaut tous les discours :



\* Cf. dossier complémentaire Néo-libéralisme et néo-réformisme (voir menu de la page d'accueil).

\*\* K. Marx ; Cf. *En marge des vraies lois de l'économie* de Jacques Généreux

# En marge des 'Vraies lois de l'économie' de Jacques Généreux

## I – Introduction

Jacques Généreux enseigne l'économie à Sciences Po où il est professeur renommé. Président de l'Association internationale pour l'économie humaine, il a écrit de nombreux ouvrages sur l'économie politique, depuis des manuels best-sellers (*Economie politique*), en passant par des ouvrages d'initiation (*Introduction à l'économie* et *Introduction à la politique économique*), jusqu'aux essais de vulgarisation (*Une raison d'espérer* et *L'horreur n'est pas économique, elle est politique*). C'est également l'un des collaborateurs du magazine *Alternatives Economiques*, revue mensuelle qui tire à 100 000 exemplaires et qui se fait le relais des revendications altermondialistes. Son dernier ouvrage, *Les vraies lois de l'économie*, reprenant sous une forme plus développée l'exposé de deux saisons de ses « vraies lois de l'économie » diffusé dans *Alternatives Economiques* et sur *France Culture* depuis l'automne 2000, a paru au *Seuil* en 2001 et 2002. Cet ouvrage constitue un condensé des postulats économiques, c'est-à-dire de la base « scientifique » des revendications altermondialistes.

Malgré le souci affirmé de « démystifier » ces vraies lois de l'économie et de « démasquer les manipulations et l'ignorance » des publicistes de « l'économie néo-libérale », nous allons montrer que Jacques Généreux, non seulement ne contribue nullement à cette tâche, mais nous offre même sous un masque faussement progressiste une prose de contenu non moins réactionnaire.

En la personne de Jacques Généreux, nous le verrons amplement par la suite, nous sommes en présence d'un nouveau Pierre-Joseph Proudhon, à ceci près que notre auteur, s'il en a bien hérité de toutes les tares, est loin d'avoir hérité de son envergure et d'un certain mordant critique. On ne trouvera en effet chez chaque Jacques Généreux, que des platitudes néo-proudhoniennes soigneusement débarrassées de leur côté subversif (comme la critique de la propriété), de façon à ce que le discours de notre « nouveau » Proudhon soit recevable auprès de la bourgeoisie sans avoir eu besoin du moindre amendement préalable. Il nous faudrait écrire tout un ouvrage pour dénoncer l'ensemble des conceptions économiques de Jacques Généreux, c'est pourquoi nous nous limiterons à une analyse non exhaustive de quelques-unes de ses fameuses « vraies lois ».

## II – La méthode philosophique

Expliciter la méthode de pensée employée par notre auteur nous permettra de comprendre la source de ses conceptions réactionnaires et obscurantistes sur l'économie politique.

Comme le disait Marx dans son ouvrage fameux, *Misère de la philosophie*,

« la philosophie toute entière se résume, d'après Hegel, dans la méthode. » (Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.)

Par chance, Jacques Généreux (tout comme Proudhon dans sa *Philosophie de la misère*) a eu cette riche intuition et c'est pourquoi elle constitue sa première trouvaille, sa première « vraie loi » de l'économie.

Pour Jacques Généreux, « les lois de l'économie sont les lois des hommes ». Bien sûr, il n'a nullement en vue les hommes agissants, moteur de l'économie, les travailleurs prolétariés, forcés de vendre leur force de travail, mais les hommes légiférant.

En effet, pour lui, ces lois

« résultent en effet d'institutions et de conventions que les hommes fabriquent eux-mêmes et transforment, au gré de l'évolution de leurs connaissances et des rapports de force entre des groupes d'intérêts aux frontières variables. » (Tome I, p.42.)

De même

« la vérité et la société ne tombent plus du ciel, elles sont produites par la raison, le progrès scientifique et, dans l'idéal du moins, par le contrat social qui unit des hommes libres. » (Tome II, p.15.)

Et c'est pourquoi

« l'horreur sociale ne s'installe qu'en raison de choix politiques délibérés et de dysfonctionnement majeur des institutions. » (Tome II, p.15.)

Jacques Généreux se situe sur le terrain de la philosophie idéaliste et ignore donc le fait que

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur quoi s'élève un édifice juridique et politique et à quoi correspondent des formes de conscience sociale déterminées. » (Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859.)

Jacques Généreux, ne soupçonne pas un seul instant ce fait. Pour lui, ce n'est donc nullement au sein des rapports de propriété qu'il faut chercher la source des inégalités et des crises, mais dans leur expression juridique : les lois. Parce qu'il se figure que les hommes font les lois et que ces lois sont amendables, il ignore superbement ce qui constitue la base matérielle de ces lois : les rapports de propriété. Nous ne serons donc pas étonnés de ne trouver chez lui la moindre critique de la propriété privée des moyens de production et donc la moindre remise en cause du salariat.

Cette conception idéaliste qui l'a amené à ignorer les rapports de propriété, l'amène tout naturellement à rejeter les lois objectives de l'économie marchande (dont nous donnerons un aperçu au paragraphe III) qui lui rappellent en effet les dures réalités économiques de la société capitaliste.

C'est pourquoi il ne peut s'empêcher de dénoncer la « dérive scientiste de l'économie » :

« Les lois de comportement des hommes et de leurs organisations ne peuvent être aussi stables que celles qui commandent la chute des pommes. » (...) « Lancez une pierre en l'air et vous pouvez être certains qu'elle retombera au sol. Lancez la même pierre sur quelqu'un et vous ne serez jamais sûr de sa réaction. » (Tome I, p.42.)

« Donc pour être clair, les prévisions économiques ressemblent un peu aux prévisions météorologiques. Le seul moyen de ne pas se tromper est de s'en tenir aux prévisions du genre : « S'il pleut demain, le sol sera humide » - c'est-à-dire à l'énoncé de simples liaisons logiques entre les variables. » (Tome I, p.44.)

« Le drame des sciences sociales comparées aux sciences physiques, c'est que, dans la société, il n'y a quasiment que des variables et aucun paramètre. » (Tome I, p.44.)

Pour lui, les lois de l'économie politique, contrairement à celles qui régissent les sciences de la nature, ne sont pas objectives. C'est que pour lui, elles auraient la même valeur « amendable » que les lois votées au parlement. Et de citer Marx (!!!) pour appuyer son « argumentaire » fait de tautologies et de sophistique fidéiste : « C'est par intérêt que vous érigez en lois éternelles de la nature et de raison vos rapports de production et de propriété, qui n'ont qu'un caractère historique et que le cours même de la production fera disparaître ». (Tome I, p.37.)

Jacques Généreux n'a évidemment pas conscience ici du caractère tragi-comique et du grotesque de la situation créée : pour écarter toute prétention scientifique concernant la découverte des lois de l'économie, il pioche (dans un manuel d'économie politique bourgeois) une phrase de Marx destinée à dénoncer le dogme des économistes bourgeois qui tiennent la propriété privée pour la base immuable de la société ! (*Par là même, Jacques Généreux, certainement plus par ignorance que par souci délibéré de falsification, s'est couvert de ridicule, d'autant qu'il s'est lui-même étalé lamentablement dans cette ornière de l'économisme vulgaire.*) Mais Marx n'en prétendait pas moins que la société avait ses propres lois objectives, et s'il a écrit son *Capital*, c'est précisément en vue de les mettre à jour.

« Le fidéisme contemporain ne répudie nullement la science ; il n'en répudie que les « prétentions excessives », à savoir la prétention de découvrir la vérité objective. S'il existe une vérité objective (comme le pensent les matérialistes), si les sciences de la nature, reflétant le monde extérieur dans l'« expérience » humaine, sont seules capables de nous donner la vérité objective, tout fidéisme doit être absolument rejeté. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, t. XIII, p. 102 ; cité par Staline dans *Matérialisme historique et matérialisme dialectique.*)

« Au point de vue du matérialisme moderne, c'est-à-dire du marxisme, les limites de l'approximation de nos connaissances à la vérité objective absolue sont historiquement relatives, mais l'existence même de cette vérité n'est pas contestable, comme il n'est pas contestable que nous en approchons. Les contours du tableau sont historiquement relatifs, mais il n'est pas contestable que ce tableau représente un modèle existant objectivement. » (Lénine : *Matérialisme et empiriocriticisme*, p. 116 ; cité dans *Principes fondamentaux de philosophie.*)

Voilà ici mises à nu les racines philosophiques des conceptions réactionnaires de notre auteur. Quant aux racines sociales et idéologico-économiques de celles-ci, outre le milieu social petit-bourgeois dont il est issu, on signalera son « éclectisme édulcoré » et « son érudition de si faux aloi », pour reprendre les termes si justes que Marx adressait aux économistes vulgaires de la trempe de John Stuart Mill, Frédéric Bastiat et Jean-Baptiste Say. Nous ne savons pas à ce sujet si c'est parce qu'il n'a jamais lu Marx ou par un souci délibéré de falsification que Jacques Généreux a rangé John Stuart Mill et Jean-Baptiste Say dans la catégorie des « économistes classiques » (selon Marx bien sur !!!) :

« L'appellation classique, inventée par Karl Marx (1818-1883) et retenue par l'histoire de la pensée économique,

désigne le courant de pensée libéral dominant en Angleterre et en France de la fin du XVIIIe siècle au milieu du XIXe siècle. Ses principaux représentants sont Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Jean-Baptiste Say (1767-1832), John Stuart Mill (1806-1873). » (Tome I, p.12.)

« Avec le développement du capitalisme et l'aggravation de la lutte de classes, l'économie politique bourgeoise classique fait place à l'économie politique vulgaire. Marx l'appelait vulgaire parce que ses représentants substituaient à la connaissance scientifique des phénomènes économiques la description de leur apparence extérieure, en se donnant pour but de présenter le capitalisme sous un jour favorable, d'escamoter ses contradictions. Les économistes vulgaires ont rejeté tout ce qui était scientifique, et se sont emparés de tout ce qu'il y avait de non scientifique dans les vues des économistes antérieurs (notamment de A. Smith), — de tout ce qui était conditionné par l'étroitesse de classe de leur horizon. « *Désormais il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnante, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique.* » [K. Marx : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 25.] » (*Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p.222.)

« A peine une science bourgeoise de l'économie politique semblait-elle donc devenir possible chez nous, que déjà elle était redevenue impossible. Ses coryphées se divisèrent alors en deux groupes : les gens avisés, ambitieux, pratiques, accoururent en foule sous le drapeau de Bastiat, le représentant le plus plat, partant le plus réussi, de l'économie apologétique ; les autres, tout pénétrés de la dignité professorale de leur science, suivirent John Stuart Mill dans sa tentative de conciliation des inconciliables. » (Karl Marx, *Postface du capital à la seconde édition allemande.*)

Cela étant, partant de telles « approximations » nous ne serons pas étonné par les développements économiques « brillants » donnés par notre auteur !

### III – Aperçu sur l'économie politique marxiste

Un tel rappel, qui sera forcément très incomplet, nous semble malgré tout nécessaire, puisque, outre le fait qu'il nous facilitera une exposition plus dialectique des lois économiques formant la base des rapports de propriété capitalistes, il nous permettra de jeter ensuite la pleine lumière sur les élucubrations économiques de Jacques Généreux qui, lui, s'est abstenu de fournir au lecteur un modèle économique dynamique et cohérent.

Marx, pour étudier l'économie politique bourgeoise, a utilisé les indications des récentes découvertes scientifiques de la biologie et de la chimie, et est parti du principe selon lequel il était plus facile pour étudier le fonctionnement d'un organisme de partir de l'étude d'une cellule isolée plutôt que du corps organisé dans son ensemble. Cette méthode est la seule scientifique puisqu'elle évite de tomber dans le travers de l'économie politique vulgaire qui

« substitue à la connaissance scientifique des phénomènes économiques la description de leur apparence extérieure » (*Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p.222.)

Pour l'économie politique marxiste, le corps organisé, c'est la société capitaliste basée sur l'économie marchande, et la cellule de base en est la marchandise. Nous partons donc d'une étude de la marchandise en général.

Pour Marx, le prix d'une marchandise est l'expression de sa valeur monétaire. Une marchandise possède une valeur d'usage (aspect qualitatif) et une valeur d'échange (aspect quantitatif) propres. L'argent est un intermédiaire dans l'échange qui exprime un rapport de proportionnalité entre marchandises. Pour être vendue sur le marché contre une certaine somme d'argent, une marchandise doit d'abord être une valeur d'utilité, c'est-à-dire qu'elle doit être utile à la satisfaction d'un besoin social. Le problème est le suivant : comment une valeur d'usage devient-elle une valeur d'échange ? Comment exprimer des valeurs d'usages différentes dans une même unité d'échange ? (Chose qui s'opère chaque jour sous nos yeux dans la pratique, par la vente et par l'achat de marchandises) Quel est le « chaînon manquant » qui permet d'établir une correspondance entre des qualités différentes et de les ramener à un simple rapport quantitatif ?

Marx, en se basant sur les travaux de David Ricardo (l'économiste qui avait poussé les recherches sur ce sujet aussi loin qu'il était possible d'un point de vue bourgeois), nous a le premier fourni la réponse claire à cette question sur laquelle l'économie politique bourgeoise a toujours buté à des degrés divers. La valeur d'usage d'une marchandise est ramenée en définitive à ce qu'un travail humain socialement utile se trouve cristallisée en elle. Dans le procès de fabrication d'une marchandise, on emploie deux espèces de travail : d'une part du travail social accumulé, ce que Marx appelle aussi le travail mort (les intrants, par exemple des clous et du cuir dans la fabrication de bottes), et d'autre part du travail immédiat, dit travail « vivant » : l'ouvrier chargé de transformer ces marchandises en une marchandise plus élaborée : des bottes.

« Déterminer le prix d'une marchandise par ses frais de production, revient à le déterminer par le temps de travail

nécessaire à sa production. En effet, ces frais de production consistent en : 1° matières premières et en instruments, c'est-à-dire en produits industriels dont la production a coûté un certain nombre de journées de travail, si bien qu'ils représentent un temps de travail déterminé ; 2° en travail immédiat qui n'a d'autre mesure que le temps. » (Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849.)

« Les valeurs des marchandises sont directement proportionnelles au temps de travail employé à leur production et inversement proportionnelles à la force productive du travail employé. » (Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865.)

Deux marchandises dans lesquelles sont cristallisés un temps de travail social égal, ont donc une valeur égale, sous réserve que durant leur fabrication l'on ait employé un même quantum de travail social accumulé.

Les économistes vulgaires arguent le fait que toutes les espèces de travail ne se valent pas pour tenter de « réfuter » la thèse de Marx : quoi de commun entre le travail d'un ouvrier hautement qualifié et le travail d'un ouvrier non qualifié ? Marx précisait qu'un travail complexe se ramenait à une proportion de travail simple plus élevée. Mais comment déterminer cette proportion ? Par les frais requis pour la formation de l'ouvrier pour chaque type de travail : former un ouvrier hautement qualifié demandera plus de temps et de ressources que de former un ouvrier spécialisé.

Maintenant que nous savons comment se forme le prix d'une marchandise, une question se pose : le travail « vivant » incorporé lors du processus de fabrication d'une marchandise est-il lui-même une marchandise ? Et si oui, est-il une marchandise comme les autres ?

Un des grands mérites de Marx est justement d'avoir démontré que le travail salarié est une marchandise.

« Le travail n'a pas toujours été une **marchandise**. Le travail n'a pas toujours été du travail salarié, c'est-à-dire du travail **libre**. L'**esclave** ne vend pas son travail au maître, non plus que le bœuf ses services au paysan. L'esclave est vendu une fois pour toutes, et son travail est compris dans le marché. C'est une marchandise que le propriétaire peut un jour remettre entre d'autres mains. Il est marchandise ; mais le travail n'est point **sa** marchandise. Le **serf** ne vend qu'une partie de son travail. Loin de recevoir un salaire du propriétaire de la terre, c'est à lui de fournir une redevance. Le serf appartient à la terre et il rapporte des fruits au maître. Le **travailleur libre**, en revanche, se vend lui-même, et se vend au détail. Il met aux enchères 8, 10, 12, 15 heures de sa vie, c'est-à-dire une journée que rien ne distingue d'une autre. Il l'adjuge à un propriétaire de matières premières, d'instruments de travail et de moyens de subsistance : ce sera le plus offrant des capitalistes. Le travailleur n'appartient ni au propriétaire, ni à la glèbe, mais 8, 10, 12, 15 heures de sa vie quotidienne sont à qui les achète. Le travailleur quitte aussi souvent le capitaliste à qui il s'est loué. Le capitaliste le congédie aussi souvent qu'il lui convient, dès qu'il ne tire plus avantage de lui, ou qu'il n'en tire pas l'avantage espéré. Or le travailleur n'a qu'un revenu : il vend son travail ; il ne peut pas planter là la **classe toute entière des acheteurs**, c'est-à-dire la **classe des capitalistes**, sans renoncer à vivre. Il n'appartient pas à tel bourgeois ; il appartient à la bourgeoisie, à la classe des bourgeois. A lui de trouver son homme. A lui de mettre, parmi les membres de la classe bourgeoise, la main sur un acheteur. » (Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849.)

Au même titre que le travail accumulé, et que comme toute marchandise, la valeur du travail salarié est déterminée par celle de ses « frais de production ».

Qu'est ce que le salaire ? Le salaire serait-il l'expression monétaire de la valeur du produit réalisé par l'ouvrier comme le clame les économistes bourgeois ? Non, c'est là un mensonge. Le salaire, c'est l'expression monétaire de la valeur de la force de travail :

« Qu'est-ce donc que la *valeur de la force de travail* ? Exactement comme celle de toute autre marchandise, sa valeur est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production. La force de travail d'un homme ne consiste que dans son individualité vivante. Pour pouvoir se développer et entretenir sa vie, il faut qu'il consomme une quantité déterminée de moyens de subsistance. Mais l'individu, comme la machine, s'use, et il faut le remplacer par un autre. Outre la quantité d'objets de nécessité courante dont il a besoin pour *sa propre* subsistance, il lui faut une autre quantité de ces mêmes denrées de première nécessité pour élever un certain nombre d'enfants qui puissent le remplacer sur le marché du travail et y perpétuer la race des travailleurs. De plus, pour le développement de sa force de travail et l'acquisition d'une certaine habileté, il faut qu'il dépense encore une nouvelle somme de valeurs. Pour notre objet, il nous suffira de considérer le travail *moyen* dont les frais de formation et de perfectionnement sont des grandeurs infimes. Mais je n'en veux pas moins profiter de l'occasion pour constater que les frais de production des forces de travail de qualités diverses diffèrent exactement de la même façon que les valeurs des forces de travail employées dans les diverses industries. » (Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865.)

« Je pourrais répondre de façon générale et vous dire que le *prix du marché* du travail, de même que celui de toutes les autres marchandises, s'adaptera, à la longue, à sa *valeur* ; que, par conséquent, en dépit de toute hausse et de toute baisse, et quoi que fasse l'ouvrier, il ne recevra finalement en moyenne que la valeur de son travail, qui se résout dans la valeur de sa force de travail, laquelle est déterminée, à son tour, par la valeur des moyens de subsistance nécessaires à sa conservation et à sa reproduction, et dont la valeur est finalement réglée par la quantité de travail qu'exige leur production. Mais il y a quelques circonstances particulières qui distinguent la *valeur de la force de*

*travail*, la *valeur du travail*, des valeurs de toutes les autres marchandises. La valeur de la force de travail est formée de deux éléments dont l'un est purement physique et l'autre historique ou social. Sa *limite ultime* est déterminée par l'élément *physique*, c'est-à-dire que, pour subsister et se reproduire, pour prolonger son existence physique, il faut que la classe ouvrière reçoive les moyens de subsistance indispensables pour vivre et se multiplier. La *valeur* de ces moyens de subsistance de nécessité absolue constitue par conséquent la limite ultime de la *valeur du travail*. (...) Parallèlement à cet élément purement physiologique, la valeur du travail est déterminée dans chaque pays par un *standard de vie traditionnel*. Celui-ci ne consiste pas seulement dans l'existence physique, mais dans la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés. » (Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865.)

Le salaire, c'est l'expression monétaire de la valeur de la force de travail, en bref, la valeur des moyens de subsistance et des besoins sociaux dont le travailleur a besoin pour se conserver en tant que travailleur et perpétuer sa race. Le capitaliste ne paie donc pas la valeur du travail réalisé par l'ouvrier.

Que l'ouvrier, dans des conditions de productivité du travail déterminées, n'ait besoin de travailler que 3 heures par jour pour compenser la valeur des moyens de subsistance nécessaire à la conservation et à la reproduction de sa force de travail, cela ne l'empêche nullement de travailler 6, 8 ou même 10 heures par jour. L'excédent de travail fourni par l'ouvrier, une fois atteint le temps de compensation de la valeur de sa force de travail, est la source du **profit**.

« Quelle est donc la loi générale qui détermine la baisse et la hausse du salaire et du profit considérés dans leur relation de réciprocité ? Ils sont en rapport inverse. La valeur d'échange du capital, le profit, augmente dans la proportion même où diminue celle du travail, le salaire journalier, et réciproquement. Le profit croît dans la mesure où le salaire baisse ; il baisse dans la mesure où le salaire monte. » (Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865.)

C'est de là que provient la tendance innée du capitaliste à prolonger la journée de travail, et cela n'a pas d'autre but que d'augmenter la partie de la journée où l'ouvrier travaille gratuitement. En conséquence de quoi :

« Le capital ne s'inquiète point de la durée [de vie] de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée. Et il atteint son but en abrégant la durée de vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité. » (Karl Marx, *Le Capital*, 1867.)

Nous avons donc vu comment se formait la valeur d'une marchandise en général, et la valeur d'une marchandise particulière : la force de travail. La base de la formation de la valeur d'une marchandise repose sur le quantum de travail social cristallisé en elle. Vu sous cet angle, qu'est ce que l'argent ? L'argent, qui matérialise un rapport de proportionnalité entre deux marchandises de valeurs identiques ou différentes, matérialise donc un rapport entre des quantités de travail social. L'argent n'est donc ni plus ni moins que la matérialisation d'un rapport *social*, entre vendeurs et acheteurs de marchandises, entre capitalistes et travailleurs.

A la théorie Ricardo-marxienne de la valeur-travail, les économistes vulgaires du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles opposèrent plusieurs autres théories en vue de la réfuter, notamment la théorie de l'offre et de la demande et la théorie de l'utilité marginale.

« Au cours des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, au fur et à mesure que les idées du marxisme se propageaient, la bourgeoisie a eu besoin, pour les combattre, de recourir à de nouveaux moyens idéologiques. On vit alors apparaître sur la scène *l'école autrichienne*. L'appellation de cette école est liée au fait que ses principaux représentants — *K. Menger, F. Wieser et E. Böhm-Bawerk* — étaient professeurs dans des universités autrichiennes. Contrairement à l'orientation historique, les tenants de l'école autrichienne reconnaissent pour la forme la nécessité d'étudier les lois économiques, mais, pour présenter le régime capitaliste sous un jour plus favorable et en assumer la défense, ils reportèrent la recherche de ces lois, de la sphère des rapports sociaux dans le domaine psychologique subjectif, c'est-à-dire qu'ils suivirent la voie de l'idéalisme. En ce qui concerne la théorie de la valeur, l'école autrichienne émit le principe dit de « l'utilité marginale ». Conformément à ce principe, la valeur de la marchandise est déterminée non pas simplement par son utilité, ainsi que l'affirmaient auparavant certains économistes vulgaires, mais par son utilité marginale, c'est-à-dire par l'appréciation subjective de l'utilité d'une unité de marchandise qui satisfait un des besoins les moins essentiels de l'individu. En réalité, cette théorie n'explique rien. Il est tout à fait évident, par exemple, que l'estimation subjective d'un kilogramme de pain est foncièrement différente chez un bourgeois rassasié et chez un chômeur affamé ; mais cependant tous deux paient le pain le même prix. » (*Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p.227.)

Concernant la théorie de l'offre et de la demande, les économistes bourgeois sont tombés dans une erreur grossière : ils affirment que le prix d'une marchandise est déterminé par le rapport entre l'offre et la demande et non pas par le quantum de travail cristallisé en elle. C'est là confondre les oscillations du prix d'une marchandise avec ce qui forme la base de la valeur de cette marchandise.

La théorie de la valeur-travail explique que le prix d'une marchandise se ramène en définitive à ses frais de production qui ne sont en eux-mêmes que la matérialisation d'un travail social accumulé. Le rapport entre l'offre et la demande ne détermine pas la valeur d'une marchandise, mais seulement les oscillations du prix d'une marchandise autour de son prix « naturel ».

« L'offre et la demande ne règlent pas autre chose que les *fluctuations* momentanées des prix du marché. Elles vous expliqueront pourquoi le prix du marché pour une marchandise s'élève au-dessus ou descend au-dessous de sa *valeur*, mais elles ne peuvent jamais expliquer cette *valeur* elle-même. Supposons que l'offre et la demande s'équilibrent ou, comme disent les économistes, se couvrent réciproquement. Eh bien ! au moment même où ces forces antagonistes sont d'égale puissance, elles s'annihilent réciproquement et cessent d'agir dans un sens ou dans un autre. Au moment où l'offre et la demande s'équilibrent et par conséquent cessent d'agir, le *prix du marché* pour une marchandise coïncide avec sa *valeur réelle*, avec le prix fondamental autour duquel oscille son prix sur le marché. Lorsque nous recherchons la nature de cette *valeur*, nous n'avons pas à nous préoccuper des effets passagers de l'offre et de la demande sur les prix du marché. Cela est vrai pour les salaires comme pour le prix de toutes les autres marchandises. » (Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865.)

« Que va-t-il arriver si le prix d'une marchandise monte ? Les capitaux vont être jetés en masse dans l'industrie qui prospère, et cet afflux de capitaux en terrain favorable persistera jusqu'au moment où les gains y reviendront à la normale ; ou plutôt jusqu'au moment où la surproduction fera tomber le prix de ces produits au-dessous de ses frais de production. Inversement, si le prix d'une marchandise tombe au-dessous de ses frais de production, les capitaux vont se retirer de ce secteur. De sorte que, mise à part le cas où une industrie est tombée en désuétude et appelée à disparaître, cette fuite des capitaux va faire décroître la production de cette marchandise jusqu'au point où l'offre correspondra à nouveau à la demande. Le prix se relèvera au niveau de ses frais de production ; ou plus exactement, quand l'offre sera à nouveau inférieure à la demande, autrement dit, quand le prix dépassera à nouveau les frais de production : car **le prix courant d'une marchandise est toujours supérieur ou inférieur à ses frais de production**. Nous voyons ainsi les capitaux se déplacer incessamment d'une industrie à une autre, un prix élevé provoquant un trop fort afflux, et un bas prix, un trop fort reflux. » (Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849.)

Les économistes vulgaires qui s'efforcent de réfuter la théorie de la valeur-travail de Marx, arguent le fait que sa loi sur la paupérisation du prolétariat ne s'est pas vérifiée, que les travailleurs aujourd'hui ont vu leur niveau de vie augmenter.

Outre le fait que cette amélioration du niveau de vie s'est appuyée sur le pillage et l'exploitation des pays hypocritement nommés « pays en voie de développement », c'est évidemment faire l'impasse sur un « détail », à savoir les attaques incessantes du capital contre le niveau de vie des travailleurs et leurs acquis conquis de haute lutte, attaques qui sont aujourd'hui d'une actualité immédiate dans tous les pays industrialisés, puisqu'elles tendent justement à abaisser le niveau de vie des travailleurs afin de diminuer le coût de leur force de travail.

« En ce qui concerne la *limitation de la journée de travail* en Angleterre ainsi que dans tous les autres pays, elle n'a jamais été réglée autrement que par *l'intervention législative*. Sans la pression constante des ouvriers, agissant du dehors, jamais cette intervention ne se serait produite. En tout cas, le résultat n'aurait pas été obtenu par des accords privés entre les ouvriers et les capitalistes. Cette nécessité même d'une *action politique générale* est la preuve que, dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort. » (Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865.)

Marx disait du travail salarié qu'il reproduit le capitaliste en tant que capitaliste et le travailleur en tant que travailleur : en effet, le travailleur est toujours vendeur d'une seule sorte d'une marchandise : sa force de travail, tandis que le capitaliste, qui est toujours le propriétaire du produit social, est le vendeur des moyens de subsistance nécessaires à la conservation et à la reproduction de la force de travail du travailleur. Placé dans les conditions de la concurrence qui pousse les entreprises à diminuer les frais de production des marchandises (et donc de la marchandise « force de travail »), ce rapport de dépendance du travail vis-à-vis du capital s'aggrave, la tendance du salaire est à la baisse et le joug de l'exploitation salariée se renforce. Ainsi à l'un des pôles de la société, on voit la richesse s'accumuler entre un nombre de mains de plus en plus réduites (du fait que la concurrence ruine et prolétarise les petits et moyens capitalistes incapables de maintenir la rentabilité de leurs entreprises quand il faut jeter des masses de capitaux de plus en plus fantastiques pour arriver à suivre la course ininterrompue aux marchés, car il n'est pas d'autre moyen pour se les accaparer que de proposer la marchandise moins cher que ses concurrents, donc de disposer d'une productivité du travail plus élevée, et donc d'un coûteux machinisme de plus en plus gourmand en capitaux), tandis qu'à l'autre pôle c'est la pauvreté et le chômage qui s'accumulent chez les masses laborieuses.

« L'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, sont plus considérables... La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus

grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail... Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste. » (Karl Marx : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 87, cité dans *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p.106.)

C'est dans ce sens que Staline disait :

« Mais pour avoir développé les forces productives dans des proportions gigantesques, le capitalisme s'est empêtré dans des contradictions insolubles pour lui. En produisant des quantités de plus en plus grandes de marchandises et en en diminuant les prix, le capitalisme aggrave la concurrence, ruine la masse des petits et moyens propriétaires privés, les réduit à l'état de prolétaires et diminue leur pouvoir d'achat ; le résultat est que l'écoulement des marchandises fabriquées devient impossible. En élargissant la production et en groupant dans d'immenses fabriques et usines des millions d'ouvriers, le capitalisme confère au processus de production un caractère social et mine par là même sa propre base ; car le caractère social du processus de production exige la propriété sociale des moyens de production ; or, la propriété des moyens de production demeure une propriété privée, capitaliste, incompatible avec le caractère social du processus de production. Ce sont ces contradictions irréconciliables entre le caractère des forces productives et les rapports de production qui se manifestent dans les crises périodiques de surproduction ; les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont responsables eux-mêmes, sont obligés de brûler des denrées, d'anéantir des marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, de détruire les forces productives, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim, non parce qu'on manque de marchandises, mais parce qu'on en a trop produit. Cela signifie que les rapports de production capitalistes ne correspondent plus à l'état des forces productives de la société et sont entrés en contradiction insoluble avec elles. Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution, appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste. Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploités et exploités est le trait essentiel du régime capitaliste. » (Staline, *Histoire du Parti communiste bolchevik de l'URSS - Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, Edition numérique, p.104-105.)

#### **IV – Salaires, prix et plus-value : les « vraies lois »**

Nous aborderons succinctement dans ce paragraphe les théories de Jacques Généreux concernant trois points principaux : 1° le prix des marchandises, la théorie de la valeur-travail et de la plus-value, 2° la concurrence et 3° les crises.

##### **1° le prix des marchandises, la théorie de la valeur-travail et de la plus-value.**

Jacques Généreux, s'il n'est pas avare de son encre quant il s'agit de discuter les thèses des économistes vulgaires, se montre en revanche très économe de celle-ci quant il traite par exemple de la théorie de la valeur-travail. A quoi bon en effet, avoue-t-il lui-même, puisque « la nature de la valeur » « ne fait pas vraiment débat » parmi les économistes. Ceci étant, Jacques Généreux évite ainsi soigneusement d'avoir à nous donner une explication censée sur la formation de la valeur puisque « Karl Marx sera le seul à vraiment contester cette vision en reconnaissant dans le travail la substance de la valeur ». (Tome I, p.53.)

C'est ainsi que Jacques Généreux, dénonçant les « explications monistes de la valeur » (par lesquelles il entend la « dérive scientiste » du « communisme »), nous raconte que

« chez Adam Smith par exemple, le « profit » apparaît comme un « prélèvement » sur la valeur engendrée par le travail, ce qui ouvre directement la voie à la théorie de l'exploitation qui sera développée par Karl Marx : puisque toute la valeur vient du seul travail, le capitaliste n'ajoute aucune valeur ; par conséquent le profit de ce dernier est assimilable à un vol, qui n'est possible qu'en raison du pouvoir de domination que confère la propriété des moyens de production. Toutes les explications monistes de la valeur, qui en cherchent la substance dans un seul facteur de production, aboutissent naturellement à considérer comme inutiles ou nuisibles tous les autres facteurs. Selon le facteur privilégié, on conclut ainsi que les commerçants ou les fonctionnaires sont des parasites, les capitalistes des voleurs, l'État un prédateur de la richesse nationale, etc. » (Tome I, p.138-139.)

Quelle abomination que cette théorie de la valeur-travail qui aboutit directement à la théorie de l'exploitation !!! (Avec tous les éléments subversifs qui en découlent logiquement, tel la lutte de classe et la dictature du prolétariat !)

En guise d'explication sur la formation de la valeur des marchandises, Jacques Généreux nous raconte la fable de « l'utilité marginale » dont nous avons parlé au paragraphe précédent. Finalement, concluant ses élucubrations subjectivistes sur la valeur, Jacques Généreux décide de nous conter une des histoires dont il a le secret :

Jacques Généreux, se remémorant une histoire authentique qu'il a vécu sur le Marché de Douala au Cameroun, s'étonne de la pratique du « palabre » et du « marchandage » (*qui consiste comme tout habitant censé le sait à l'exception de notre économiste en herbe, à vendre plus cher aux touristes qu'à la population locale un même produit !*)



« Devant ce paradoxe économique, je ne pouvais réprimer un réflexe d'économiste cynique. L'énigme apparente du marchandage avait deux solutions évidentes, pensais-je. 1) Le marchand surestimait le prix de départ en sorte de parvenir à son vrai prix d'offre après marchandage. 2) Le cadeau final était un investissement commercial visant à fidéliser le client. Mais pourquoi dépenser tant d'énergie pour un résultat qui serait atteint plus vite et aussi sûrement en annonçant d'emblée le dernier prix comme dans n'importe quel magasin ? Et pourquoi, tout économiste cynique que j'étais, je ne pouvais m'empêcher de trouver un charme particulier à ces échanges ? Il fallait bien se rendre à cette autre évidence : il se passait là autre chose qu'un simple troc de monnaie contre tomates. » (Tome I, p.68.)

Mr Généreux voit du cynisme là où nous, nous ne voyons que de la bêtise sans fond et les lamentables illusions d'un économiste vulgaire en plein exercice pratique ! Mr Généreux, le cynisme n'est pas là où vous croyez ! Nous vous en apporterons la preuve tout à l'heure !

## **2° la concurrence.**

Il nous faut tout d'abord souligner que selon Jacques Généreux,

« le concept même de concurrence ne commencera [à] être vraiment employé, puis analysé par les économistes que très tardivement – pour l'essentiel au XXe siècle seulement » (Tome I, p.120.)

Nous ignorons si Jacques Généreux débite de telles inepties dans le but de cacher sa filiation et son plagiat éhonté de Mr Proudhon, ou si c'est seulement l'ignorance crasse « héritée » de l'économisme vulgaire qui en est responsable. (*L'économie vulgaire ne s'est en effet décidée à ouvrir les yeux et à se pencher « sérieusement » sur les méfaits de la concurrence que consécutivement à quelques « grosses bourdes » résultant de la concurrence tel que la Première guerre mondiale et tel que la crise économique de 1929-1933 dont il était très difficile pour la bourgeoisie de nier le caractère mondial et durable qui faisait contraste avec le caractère « localisé » et « temporaire » des crises précédentes comme aiment à dire les économistes vulgaires soucieux de farder le capitalisme*). Nous mettons donc en regard la critique de la concurrence faites par Jacques Généreux et Mr Proudhon.

Voici le « vilain » côté de la concurrence selon Jacques Généreux :

« L'expérience récente des ouvertures de marchés à la concurrence et des dérégulations de marchés précédemment réglementés est également édifiante. Pour ne prendre que quelques exemples très récents, signalons les trains qui déraillent au Royaume-Uni, la pénurie et les prix exorbitants de l'électricité en Californie, les crises à répétition sur les marchés financiers qui ruinent plus sûrement les petits entrepreneurs et les ménages des pays pauvres que les spéculateurs, etc. (...) Il est enfin un coût social d'une concurrence excessive invisible à court terme et pourtant tragique à long terme : le délitement progressif du lien social et de la citoyenneté. Le développement de la crise du politique et de la citoyenneté — que tout le monde reconnaît désormais — a coïncidé avec l'intensification de la compétition entre les nations comme entre les individus, engendrée par la globalisation des marchés et leur déréglementation. » (Tome II, p.126-127.)

« Dans un contexte de guerre économique, le *laisser-passer* des biens n'est supportable pour les entreprises que si on *les laisse faire*. Mais la conjonction de ces deux libertés est insoutenable pour la société. » (Tome II, p.102.)

Et maintenant, voici le « vilain » côté de la concurrence selon Mr Proudhon :

« Passons maintenant au vilain côté, c'est-à-dire au côté négatif de la concurrence, à ce qu'elle a de destructif, de subversif, de qualités malfaisantes. Le tableau que nous en fait M. Proudhon a quelque chose de lugubre. La concurrence engendre la misère, elle foment la guerre civile, elle “ change les zones naturelles ”, confond les nationalités, trouble les familles, corrompt la conscience publique, “ bouleverse les notions de l'équité, de la justice ”, de la morale, et, ce qui est pire, elle détruit le commerce probe et libre et ne donne pas même en compensation la valeur synthétique, le prix fixe et honnête. Elle désenchante tout le monde, même les économistes. Elle pousse les choses jusqu'à se détruire elle-même. D'après tout ce que M. Proudhon en dit de mal, peut-il y avoir, pour les rapports de la société bourgeoise, pour ses principes et ses illusions, un élément plus dissolvant, plus destructif que la concurrence ? » (Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.)

Comment Marx expliquait-il la concurrence ? (qui pour Jacques Généreux n'avait jamais été sérieusement analysée avant le XX<sup>e</sup> siècle !)

« Notons bien que la concurrence devient toujours plus destructive pour les rapports bourgeois, à mesure qu'elle excite à une création fébrile de nouvelles forces productives, c'est-à-dire des conditions matérielles d'une société nouvelle. Sous ce rapport, du moins, le mauvais côté de la concurrence aurait son bon. Dans la vie pratique, on trouve non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur synthèse, qui n'est pas une formule, mais un mouvement. Le monopole produit la concurrence, la concurrence produit le monopole. Les monopoleurs se font de la concurrence, les concurrents deviennent monopoleurs. Si les monopoleurs restreignent la concurrence entre eux par des associations partielles, la concurrence s'accroît parmi les ouvriers ; et plus la masse des prolétaires s'accroît vis-à-vis des monopoleurs d'une nation, plus la concurrence devient effrénée entre les monopoleurs des

différentes nations. La synthèse est telle, que le monopole ne peut se maintenir qu'en passant continuellement par la lutte de la concurrence. » (Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.)

Jacques Généreux est tout étonné du fait que contrairement à *l'idée qu'il se fait de la concurrence*, la concurrence *réelle*, loin d'être pure, aboutit à des paradoxes tel que la « rationalité individuelle » (l'organisation rationnelle de la production dans les entreprises privées) en arrive à « induire la folie collective » (l'anarchie économique, le chômage et les crises dans la société) ! (Tome II, p.29.)

« La société toute entière a cela de commun avec l'intérieur d'un atelier, qu'elle aussi a sa division du travail. Si l'on prenait pour modèle la division du travail dans un atelier moderne, pour en faire l'application à une société entière, la société la mieux organisée pour la production des richesses serait incontestablement celle qui n'aurait qu'un seul entrepreneur en chef, distribuant la besogne selon une règle arrêtée d'avance aux divers membres de la communauté. Mais il n'en est point ainsi. Tandis que dans l'intérieur de l'atelier moderne la division du travail est minutieusement réglée par l'autorité de l'entrepreneur, la société moderne n'a d'autre règle, d'autre autorité, pour distribuer le travail, que la libre concurrence. » (Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.)

Pour remédier aux problèmes posés par la concurrence *dans la réalité* de la société capitaliste, Jacques Généreux nous parle de son *idéal* de « concurrence pure » qui pour rester « pure » n'a besoin que d'une chose : que les marchés restent « contestables ». Par « contestables », Jacques Généreux entend le fait que le marché doit rester dans un cadre où la libre concurrence n'est pas dévorée par une poignée de gros monopoles !

« Le voilà donc qui tourne autour du pot, moud du vent et sautille de droite à gauche ; voilà d'où viennent ces arlequinades, épisodes, diversions, répétitions et confusions étourdissantes ! Ce ne sont que les contorsions et les gesticulations embarrassées du charlatan qui se prend à son propre piège et essaie vainement de s'en dégager. » (Karl Marx, *En marge de l'histoire critique de l'économie politique d'Eugène Dühring*, 1877.)

Jacques Généreux, qui n'a nullement compris le fait que la contradiction principale au sein de la société capitaliste se trouvait entre le travail et le capital, entre le mode de production (social), et le mode d'appropriation du produit social (qui reste privé), n'arrive naturellement pas à s'expliquer les multiples « paradoxes » que pose cette satanée concurrence à son entendement. Il en vient ainsi à opposer « le marché » à « la société », hors que la société humaine n'est plus qu'un gigantesque marché concurrentiel où celui qui ne trouve pas d'acheteur pour sa force de travail est condamné à être mis en marge ou exclu de la société humaine !

Dans un accès de désespoir face à la dure réalité sociale engendrée par la concurrence, Jacques Généreux s'exclame :

« Partout où les liens sociaux se distendent, où la légitimité et la crédibilité du politique se délitent, nous nous exposons à rester prisonniers de nos dilemmes. C'est aussi le cas quand le dilemme concerne des biens publics à l'échelle mondiale (sécurité internationale, climat, biodiversité, etc.) où ne prévaut aucune autorité politique susceptible d'imposer les solutions coopératives. Mais c'est déjà un grand pas en avant que de ne plus nous méprendre sur ce qui nous manque et que nous devons chercher : *non pas moins mais davantage de politique et de règles*, non pas plus de compétition solitaire mais plus de coopération solidaire. » (Tome II, p.35.)

Jacques Généreux voudrait-il par là abolir la « libre concurrence » au profit de la coopération communiste ? Ou bien croit-il que la coopération soit possible sur la base d'une société fondée sur la propriété privée des moyens de production ? Jacques Généreux a-t-il conscience où cela risquerait de l'amener s'il en venait à pousser son raisonnement jusqu'au bout ?

« Enfin, il est caractéristique de la théorie de M. List, comme de toute la bourgeoisie allemande, qu'elle soit partout obligée, pour défendre ses désirs d'exploitation, de recourir à des phrases « socialistes » et donc de s'accrocher avec la dernière énergie à une illusion que l'on a réfutée depuis longtemps. Nous montrerons çà et là que les phrases de M. List, si l'on en déduit les conséquences, sont *communistes*. Nous sommes, certes, bien loin de reprocher leur communisme à M. List et à sa bourgeoisie allemande, mais nous tenons là une nouvelle preuve de la faiblesse intrinsèque, du mensonge et de l'infâme hypocrisie du bourgeois « débonnaire » et « idéaliste ». » (Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, 1845.)

### **3° les crises.**

Pour Jacques Généreux la solution pour régler tous les maux de la société capitaliste, c'est le keynésianisme, car après le « large succès du keynésianisme dès la fin des années 30 », le « consensus keynésien » des années 40-60 et l'effondrement de la « fable monétariste » des années 70-90, Jacques Généreux s'exclame que le « bienfait » des politiques keynésiennes a été largement prouvé et qu'il est grand temps d'en revenir à Keynes !!!

Jacques Généreux, comme on raconte une histoire aux enfants le soir, a décidé de nous raconter l'histoire de la « vraie » pensée économique. Ce qu'il nous raconte à travers son ouvrage, c'est une histoire des courants de la pensée économique vulgaire, complètement détachée de l'histoire matérielle de la société, et qui ignore bien

entendu superbement les circonstances historiques *bassement matérielles* qui expliquent ces retournements.

Tout d'abord, nous tenons formellement à nier le « succès » du keynésianisme pour juguler la crise économique de 1929-1933. La crise économique de 1929-1933 a été suivie d'une autre crise d'ampleur internationale en 1937-1938 qui éclata à nouveau aux Etats-Unis.

<i>Volume de la production industrielle par rapport à 1929 (1929 = 100)</i>	<b>1934</b>	<b>1935</b>	<b>1936</b>	<b>1937</b>	<b>1938</b>
<b>Etats-Unis</b>	66.4	75.6	88.1	92.2	72.0
<b>Angleterre</b>	98.8	105.8	115.9	123.7	112.0
<b>France</b>	71.0	67.4	79.3	82.8	70.0
<b>Italie</b>	80.0	93.8	87.5	99.6	96.0
<b>Allemagne</b>	79.8	94.0	106.3	117.2	125.0
<b>Japon</b>	128.7	141.8	151.1	170.8	165.0
<b>U.R.S.S.</b>	238.3	293.4	382.3	424.0	477.0

(Source : Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome III, p. 215.)

Comment dès lors parler sérieusement de succès à moins d'admettre que la politique keynésienne visant à augmenter les dépenses d'armement au frais du budget de l'Etat, donc la militarisation de l'économie, soit une bonne chose ? Et que dire des pays aux mains des fascistes qui ont appliqué avec le plus grand zèle les préceptes keynésiens pour relancer leur économie ruinée par la crise générale des années 30 !!!

Qu'est-ce qui a sorti l'économie capitaliste de la crise sinon la Seconde Guerre Mondiale et les agressions impérialistes dans l'immédiate après guerre en Grèce et en Corée ?! Quels beaux succès, Mr Généreux !!! Décidément, il est difficile de se montrer plus servile que vous à l'égard de l'impérialisme !

Et pourquoi occulter le fait que l'abandon de la politique keynésienne au cours des années 70 était le fait du surendettement des Etats impérialistes et de la profonde crise énergétique qui débutait avec le choc pétrolier de 1973 ???

Quelles belles « alternatives économiques » vous nous préparez là !!!

« Au cours de la crise générale du capitalisme, où le problème des marchés a pris une acuité sans précédent, où les crises économiques se sont multipliées et aggravées, où le chômage massif est devenu permanent, des théories diverses ont cherché à faire croire à la possibilité d'assurer le « plein emploi », de supprimer l'anarchie de la production et les crises tout en conservant le régime capitaliste. La théorie que l'économiste anglais *J. M. Keynes* (1883-1946) a exposée dans un ouvrage intitulé : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) a eu une large diffusion parmi les économistes bourgeois. Tout en estompant les causes réelles du chômage massif permanent et des crises en régime capitaliste, Keynes s'applique à démontrer que ces « déficiences » de la société bourgeoise sont dues non pas à la nature du capitalisme, mais à la mentalité des hommes. Keynes affirme que le chômage résulte de la demande insuffisante en objets de consommation personnelle et industrielle. L'insuffisance de la demande en objets de consommation personnelle serait due à la tendance inhérente aux hommes à épargner une partie de leur revenu, et la demande insuffisante pour les objets de consommation industrielle au relâchement de l'intérêt des capitalistes pour le placement de leurs capitaux dans les différentes branches de l'économie par suite de l'abaissement général de la « rentabilité du capital ». Pour augmenter l'emploi de la population, affirme Keynes, il est nécessaire d'accroître les investissements, ce pour quoi l'Etat doit, d'une part, assurer une plus grande rentabilité aux capitaux en diminuant le salaire réel de l'ouvrier, moyennant l'inflation et l'abaissement du taux d'intérêt pour les prêts, et, d'autre part, effectuer de grands investissements sur le compte du budget. Pour élargir la demande en objets de consommation, Keynes recommande l'accroissement de la consommation parasite et du gaspillage des classes régnantes, l'augmentation des dépenses consacrées à des fins militaires et des autres dépenses improductives de l'Etat. La théorie de Keynes n'est pas fondée. L'insuffisance de la demande en objets de consommation est due non point à une mythique « tendance des hommes à l'épargne », mais à l'appauvrissement des travailleurs. Les mesures proposées par Keynes soi-disant pour assurer le plein emploi de la population — inflation, augmentation des dépenses improductives pour la préparation et la conduite des guerres — conduisent en réalité à un nouvel abaissement du niveau de vie des travailleurs, à la contraction du marché et à l'extension du chômage. La théorie de Keynes est largement utilisée aujourd'hui sous une forme ou sous une autre par les économistes bourgeois, ainsi que par les socialistes de droite d'une série de pays capitalistes. » (*Manuel d'économie politique*, Edition numérique,

## V – Les impôts

Jacques Généreux, qui n'est pas à une « approximation » près quand il traite d'économie politique, s'exclame avec la fierté du juste :

« Dès 1776, Adam Smith, en qui les néolibéraux reconnaissent le chantre du marché libre, faisait un éloge de l'impôt juste et efficace que ne renierait pas aujourd'hui un socialiste pur et dur. » (Tome I, p.143.)

Jacques Généreux, dont nous ne doutons pas qu'il soit lui-même « un socialiste pur et dur » (autant que peut l'être un petit-bourgeois, cela s'entend), risque bien de faire très peur aux libertariens, ces derniers mohicans qui croient encore aux harmonies économiques innées de la production marchande. Quoiqu'il en soit, notre « socialiste pur et dur » marche là encore sur les traces de Proudhon. Cette conception « originale » de l'impôt tient à sa croyance aveugle en la démocratie bourgeoise et au mythe de l'Etat redistributeur.

Nous sommes d'accord quant au fond pour dire que l'Etat capitaliste est bien un Etat redistributeur, mais nous nions absolument le fait que cette distribution se fasse dans le sens d'une plus grande justice et à plus forte raison encore que l'impôt ait été établi en vue d'une société égalitaire. Il suffira de remarquer les impôts iniques pesant sur les travailleurs et auxquels ils ne peuvent se soustraire, alors que les entreprises et les grosses fortunes bénéficient de multiples mesures de dégrèvement fiscal ou « d'incitation » à l'embauche.

Prenons l'exemple de la TVA, qui constitue l'un des impôts les plus importants en terme de recettes pour l'Etat capitaliste et que le consommateur paie lorsqu'il achète une marchandise quelconque, cette taxe est dégrévée quant il s'agit d'achats de marchandises destinés aux entreprises. La dessus, les zélés de l'économie vulgaire répliqueront aux travailleurs : nous sommes en démocratie, et nous, patrons et banquiers, payons également ces taxes quand nous dépensons joyeusement la sueur que nous vous avons extorquée en champagnes, yachts et caviars !!!

Qui peut ignorer cela quant on voit le talent et la roublardise mis en oeuvre par les classes possédantes pour se dérober au fisc ?! Mais il n'en reste pas moins que prise dans leur ensemble, la classes des possédants, de par le fait qu'elle tient en main la quasi-totalité de la production sociale, et qu'elle n'en consomme qu'une faible partie, n'en est pas moins gagnante et intéressée au maintien, voir au renforcement d'un tel impôt indirect dont le coût, directement intégré au prix de la marchandise, donc d'une certaine manière « caché », retombe dans sa plus grande proportion directement sur les épaules des masses laborieuses ! Et c'est bien pour cela que Chirac, ce valet de la bourgeoisie monopoliste française, avait augmenté cette TVA sans que l'on entende la moindre protestation venant du MEDEF !

Un autre exemple nous est fourni dans le temps présent sur le caractère des mesures prises par l'Etat capitaliste alors que la crise de l'énergie s'exacerbe : quand les entreprises réclament une baisse du prix du pétrole, l'Etat capitaliste, lorsqu'il l'accorde, ne décide nullement de baisser le prix à sa source, c'est-à-dire en renonçant aux taxes qu'il perçoit sur le pétrole en proportion du prix d'importation de ce dernier. L'Etat capitaliste décide d'un dégrèvement en retour aux entreprises (tel que pour la TVA), donc après la vente de leurs marchandises. Sur qui pèse donc ce genre de cadeaux aux entreprises ? Sur les consommateurs, et donc pour l'essentiel sur les masses laborieuses.

Cela suffit pour montrer ce qu'il en est des impôts dans l'entendement de Mr Généreux, qui de la même façon qu'il fait d'un bourgeois lucide un socialiste « pur un dur », nous affirme le plus sérieusement du monde que

« le Saint des Saints de la théorie de l'équilibre général — Léon Walras — se révèle socialiste et préconise la nationalisation des terres ! » (Tome I, p.189.)

Que la nationalisation des terres puisse être un moyen envisagé par l'Etat bourgeois pour s'approprier la rente foncière, et par la bourgeoisie industrielle pour affranchir la terre des spéculateurs afin de diminuer le prix des produits agricoles, donc la valeur de la force de travail et par conséquent les salaires, c'est là quelque chose que Jacques Généreux ne soupçonne pas un seul instant !

Décidément, l'entendement de Mr Généreux sur ces questions n'est pas sans nous rappeler celui de notre bon Proudhon :

« Pour engendrer dialectiquement les *impôts* qui viennent après le *monopole*, M. Proudhon nous parle du génie social, qui, après avoir suivi intrépidement sa route en zigzag, « *après avoir marché d'un pas assuré, sans repentir et sans arrêt, arrivé à l'angle du monopole, porte en arrière un mélancolique regard, et après une réflexion profonde, frappe d'impôts tous les objets de la production, et crée toute une organisation administrative, afin que tous les emplois soient livrés au prolétariat et payés par les hommes du monopole.* » Que dire de ce génie qui, étant à jeun, se

promène en zigzag ? Et que dire de cette promenade qui n'aurait d'autre but que de démolir les bourgeois par les impôts, tandis que les impôts servent précisément à donner aux bourgeois les moyens de se conserver comme classe dominante ? » (Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.)

« L'existence économique de l'Etat, ce sont les impôts. L'existence économique du travailleur, c'est le salaire. Reste à déterminer : le rapport entre impôts et salaire. Le salaire moyen est nécessairement réduit, par la concurrence, au minimum, c'est-à-dire à un salaire qui permet aux travailleurs de faire traîner péniblement leur existence et l'existence de leur race. Les impôts forment une partie de ce minimum, car la tâche politique des travailleurs consiste précisément à payer des impôts. » (Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique – Contre Karl Heinzen*, Deutsche-Brüsseller-Zeitung, octobre-novembre 1847, Edition numérique.)

« Les impôts sont la base économique de la machine gouvernementale, et de rien d'autre. Dans l'Etat de l'avenir, tel qu'il existe en Suisse, cette revendication [de l'impôt progressif sur le revenu] est quasiment satisfaite. L'impôt sur le revenu suppose les différentes sources de revenus des différentes classes sociales et, par conséquent, la société capitaliste. » (Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875, Edition numérique.)

*[C'est l'Albanie socialiste qui a démontré dans la pratique la justesse de ces thèses de Marx : en novembre 1968, avec l'abolition de l'impôt sur le revenu, l'Albanie devenait le premier pays au monde où toutes les taxes et impôts étaient supprimés. Par là même était porté un coup mortel à l'économisme vulgaire qui voit dans les impôts des "embryons de socialisme".]*

## VI – Protectionnisme et libéralisme

Un tel débat pourrait apparaître au premier abord comme périmé, alors que « l'ultra-libéralisme » a triomphé et alors que Jacques Généreux souhaite au mieux en revenir à une « saine et libre concurrence », « régulée » certes, mais qui n'en serait pas moins libre : la régulation de la concurrence étant selon lui la condition indispensable à la sauvegarde de sa liberté ! Pensez donc ! Sans ceci, les monopoles « dévoreront la libre concurrence » !

Et pourtant, le protectionnisme est l'un des outils privilégiés des « ultra-libéraux » pour maintenir leur domination. Particulièrement caractéristique de ce fait est l'exemple du large protectionnisme des USA et de l'Union européenne dans le domaine de l'agriculture qu'ils subventionnent abondamment, alors que ces unions impérialistes imposent aux pays capitalistes plus faibles d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique la soumission au « libre marché », sans leur permettre à eux d'user d'un quelconque protectionnisme pour sauver de la faillite leur économie !

Mais alors, si les ultra-libéraux eux-mêmes recourent au protectionnisme, quelle en est la signification réelle ? Pour répondre à cette question, à laquelle les petits-bourgeois de la trempe de Jacques Généreux s'abstiennent pudiquement de répondre et qu'ils fuient *comme le diable fuit l'eau bénite*, nous laisserons parler Marx :

« Le bourgeois dit : sur le plan intérieur, la théorie des valeurs d'échange conservera naturellement toute sa validité ; la majorité de la nation restera une simple « valeur d'échange », une « marchandise », une marchandise qui doit elle-même chercher preneur, qui n'est pas vendue mais se vend elle-même. Vis-à-vis de vous autres, prolétaires, et même entre nous, nous nous considérons mutuellement comme des valeurs d'échange, et la loi du *trafic* universel demeure valable. Mais à l'égard des autres nations, nous devons suspendre la loi. En tant que nation, nous ne pouvons pas nous vendre à d'autres. Du fait que la majorité des nations, « sans souci » des « conditions politiques des nations », est livrée aux lois du commerce, cette proposition n'a d'autre sens que celui-ci : nous autres, bourgeois allemands, nous ne voulons pas être exploités par le bourgeois anglais comme vous autres, prolétaires allemands, êtes exploités par nous, et comme nous nous exploitons à notre tour mutuellement. Nous ne voulons pas nous mettre à la merci de ces mêmes lois des valeurs d'échange auxquelles nous vous livrons. Nous ne voulons plus reconnaître à l'extérieur les lois économiques que nous reconnaissons à l'intérieur. Que veut donc le philistin allemand ? À l'intérieur, il veut être un *bourgeois*, un exploitateur, mais il refuse d'être exploité par rapport à l'extérieur. Par rapport à l'extérieur, il se pose orgueilleusement en « nation » et affirme : je ne me soumet pas aux lois de la concurrence, cela est contraire à ma dignité nationale ; comme nation, je suis un être au-dessus du trafic sordide. » (Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, 1845.)

La France a beau être une démocratie bourgeoise impérialiste « indépendante », il est des couches de la petite et moyenne bourgeoisies dont l'existence est menacée par « l'ultra-libéralisme » [les entreprises monopolistes], qui a dévoyé la libre concurrence et bouleversé toutes les illusions morales que la petite bourgeoisie entretient depuis des lustres !!! Car pour le reste, tout allait si bien depuis deux siècles (!) :

« Paradoxalement, le fait que les économies nationales se soient très longtemps développées dans un contexte de compétition internationale tempérée par des politiques commerciales et des réglementations a prédisposé les élites gouvernantes du Nord à promouvoir une libéralisation croissante des échanges sans s'inquiéter des réglementations internationales qui devaient impérativement les accompagner. Deux siècles de régulation des marchés nous ont fait

oublier les règles, comme ces éléments d'un décor éternellement familier auquel on ne prête plus attention. » (Tome II, p.102-103.)

Quelles que soient les prétentions « humanistes » de Jacques Généreux et ses intentions subjectives, il se fait le porte-parole, non pas des travailleurs, mais de la petite et moyenne bourgeoisies qui croulent de plus en plus sous le joug de la grande bourgeoisie monopoliste.

« Le laisser-passer est concevable si chaque gouvernement interdit à ses producteurs de faire n'importe quoi, n'importe comment, s'il existe une communauté de vues entre les gouvernements sur les normes (sociales, sanitaires, environnementales) et sur le niveau des biens publics (et donc des impôts) qui paraissent souhaitables pour que l'économie de marché reste une économie humaine et équitable. En l'absence d'une telle communauté de vues et d'instances adaptées pour la mettre en œuvre, une nation qui se refuse à faire n'importe quoi n'a pas d'autre choix que de se protéger contre celles qui l'acceptent. » (Tome II, p.102.)

C'est ce qui nous explique l'obstination de Jacques Généreux à vouloir en revenir à une économie capitaliste « bien régulée » où des lois seraient capables d'encadrer les monopoles, afin qu'ils ne puissent plus tailler en pièce la petite et moyenne propriété privée. Loin de vouloir passer au socialisme, l'altermondialisme veut en revenir à une concurrence qu'il estime bien « régulée ». La petite bourgeoisie effrayée cherche à faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Jacques Généreux, nous l'affirme le plus sérieusement du monde : la concurrence a été « dévoyée en guerre économique » par ces diables de « néo-libéraux » aux commandes de ces satanées multinationales ! Quand à se demander comment sont nées ces multinationales et si ces multinationales ne sont pas elles-mêmes le produit de la libre concurrence, c'est une chose que Jacques Généreux est à cent lieues d'envisager.

### **Ah !!! Proudhon !!!**

Jacques Généreux ne défend nullement une quelconque forme de « socialisme » ou « d'économie humaine » : ce qu'il défend, c'est un modèle régulé d'économie de marché. La contradiction qui, tout comme l'ensemble du mouvement altermondialiste, l'oppose aux monopoles, est une contradiction au sein de la bourgeoisie : d'une part la petite-moyenne bourgeoisie avec ses intérêts nationaux, et d'autre part la grande bourgeoisie monopoliste avec ses intérêts supranationaux.

Voyez-vous la crise économique qui talonne l'impérialisme et qui pousse les monopoles à remettre en cause les acquis de la petite et moyenne bourgeoisie qu'ils avaient bien du s'efforcer de contenter tant que le communisme se faisait menaçant, et dont la disparition du spectre, l'URSS, a poussé à l'arrogance !!! ???

Sous cet angle, quelle est la signification de l'altermondialisme ? Sa signification, c'est celle de la petite et moyenne bourgeoisies qui réclament désespérément des droits protecteurs aux Etats impérialistes, instrument aux mains des monopoles, monopoles qui sont d'ailleurs eux-mêmes organisés au niveau supranational via la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC !!!

Par la bouche de Jacques Généreux, nous entendons la petite et moyenne bourgeoisie interpeller les dirigeants politiques à la solde des monopoles et s'exclamer : « *Ne voyez-vous donc pas le fait que l'arrogance sans borne des entreprises monopolistes finira par exacerber le démon du radicalisme qui finira par faire sauter tout l'ordre existant, et nous avec, si nous n'y prenons tous pas garde !!!* »

« Admettez un instant qu'il n'y ait plus de lois céréales, plus de douane, plus d'octroi, enfin que toutes les circonstances accidentelles auxquelles l'ouvrier peut encore s'en prendre, comme étant les causes de sa situation misérable, aient entièrement disparu, et vous aurez déchiré autant de voiles qui dérobent à ses yeux son véritable ennemi. Il verra que le capital devenu libre ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes. » (Karl Marx, *Discours sur le libre-échange*, 1848, Edition numérique.)

Là est le comique de la situation : la petite bourgeoisie « nationale » veut en revenir à une forme de protectionnisme économique et réclame des droits protecteurs à l'échelle internationale, tout autant pour la protéger de la grande bourgeoisie apatride (les « néo-libéraux » des autres pays ainsi que ses propres « néo-libéraux »), que pour réguler la concurrence et la rendre plus présentable aux yeux des travailleurs qui ont du mal à voir en elle autre chose que la cause de leurs misères !!!

Les petits-bourgeois et leurs intérêts « nationaux » se voient donc obligés de s'unir à l'échelle internationale pour essayer de briser le joug de l'oligarchie des monopoles internationaux et des cartels bancaires !!! Telle est la signification du caractère « internationaliste » du mouvement altermondialiste qui veut se doter de moyens de régulation à l'échelle internationale (tel la fameuse « taxe tobin »), capables de briser cette omnipotence du capital monopoliste !!!

Quant à de telles revendications, les communistes, pour leur part, ne pourront pas les appuyer puisqu'elles laisseraient croire à une réforme possible de l'impérialisme, à un retour possible à un modèle de capitalisme « humain ». Nous concluons donc ce paragraphe avec Marx :

« Ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste. On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime. D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers, on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays. C'est pourquoi nous voyons que, dans les pays où la bourgeoisie commence à se faire valoir comme classe, en Allemagne par exemple, elle fait de grands efforts pour avoir des droits protecteurs. Ce sont pour elle des armes contre la féodalité et contre le gouvernement absolu, c'est pour elle un moyen de concentrer ses forces et de réaliser le libre-échange dans l'intérieur du même pays. Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange. » (Karl Marx, *Ibidem.*)

## VII – La démocratie bourgeoise et la critique du communisme

Jacques Généreux, dans sa critique de la démocratie, estime utile de nous avertir de la portée des « reproches » formulés à l'encontre de la démocratie bourgeoise et profite de l'occasion pour nous refourguer un des sophismes dont il a le secret :

« Le lecteur risque ici de s'insurger en pensant qu'une telle avalanche de reproches à l'égard de la démocratie fait le jeu de non-démocrates. Mais il serait en cela victime d'un contresens. De même que les parents peuvent critiquer le comportement de leurs enfants parce qu'il les aiment en vue d'améliorer leur comportement, la défense de la démocratie passe par une critique sans concession des dysfonctionnements des régimes politiques concrets que l'on nous présente à tort comme démocratiques. » (Tome I, p.102-103.)

Grands Dieux !!! Mais alors c'est la fin de la démocratie qui va crouler sous « l'avalanche de reproches » formulés par Jacques Généreux ???!!! Les démocraties occidentales ne seraient pas de véritables démocraties ??? Comment cela ???!!!

Plus sérieusement, Jacques Généreux aurait-il par là l'intention de démolir l'Etat bourgeois ?

Que la bourgeoisie se rassure, « l'avalanche de reproches » se ramène en tout et pour tout à quelques éboulis épars : Jacques Généreux, en excellent chasse-neige avait excellemment damé la piste !

Jacques Généreux, qui a réussi l'exploit de réduire à des proportions encore plus mesquines les critiques que les altermondialistes adressent habituellement à la démocratie bourgeoise, n'a nullement pour but de démolir l'Etat bourgeois, et cette critique « sans concession des dysfonctionnements des régimes politiques concrets que l'on nous présente à tort comme démocratiques » se limite au seul fait que « les citoyens sont plus ou moins ignorants, dès lors que le débat public portent sur autre chose que les sujets qui les concernent le plus directement ou qui entre dans le domaine de leur compétence professionnelle » et que, « conséquence de cette ignorance, les citoyens peuvent demander n'importe quelle politique, la pire comme la meilleure, et ils peuvent être manipulés par la propagande. » (Tome I, p.101-102.)

La critique que fait Jacques Généreux de la démocratie bourgeoise est une critique particulièrement *soft*, et Jacques Généreux, s'il veut bien admettre le fait que « des petits groupes de pression peuvent détourner l'action publique au profit d'intérêts catégoriels étroits au détriment d'autres groupes de citoyens bien plus larges » avec comme conséquence le fait que « les bureaucraties peuvent acquérir un certain pouvoir autonome par rapport au gouvernement et organiser à leur profit un gaspillage des deniers publics » (Tome I, p.102.), n'en arrive nullement à la conclusion que ces « petits groupes de pression » [les monopoles] sont les seuls responsables des dysfonctionnements de la démocratie bourgeoise :

« Dans une raison d'espérer (Pocket, 2000), nous avons démontré les mécanismes de l'horreur politique, c'est-à-dire la façon dont les stratégies électorales à courte vue peuvent engendrer l'horreur sociale que d'aucuns expliquent trop vite par un complot des seuls capitalistes ou des marchés financiers. » (Tome I, p.102.)

On s'étonnera que Jacques Généreux traite avec tant de légèreté de ce problème de l'horreur sociale qu'il explique par des stratégies électorales à courte vue (!), lui qui reproche à « d'aucuns » (c'est-à-dire à nous, communistes), d'expliquer trop vite le chaos et l'anarchie de la société capitaliste par les seuls capitalistes et marchés financiers ! Mais les communistes ont-ils jamais affirmé autre chose que ceci : à savoir le fait que l'horreur sociale découle autant des capitalistes et des marchés financiers, que des lois économiques immuables régissant la production marchande et auxquels ils sont soumis. Quant à ce qui est de « l'impérialisme », dont Lénine a donné une excellente analyse détaillée dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Jacques Généreux n'en

a jamais entendu parler ! (Sans quoi il n'aurait jamais écrit son livre...)

« Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ». Et le partage de ce « butin » se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre pour le partage de *leur* butin. » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Œuvres choisies en deux volumes*, Tome I, Edition numérique, p.344.)

A la vue des platitudes débitées par Jacques Généreux, nous ne pouvons qu'admirer la grande clairvoyance dont fit preuve Lénine lorsque, caractérisant la signification générale des reproches adressés par les petits-bourgeois à l'impérialisme, il affirmait que

« la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence « libre », « pacifique », « honnête ». » (Lénine, *Ibidem*, p.351.)

Mais à quoi aboutit ce genre de « critique » petite-bourgeoise, sinon à farder l'impérialisme putréfié ???!!!

« Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme. » (Lénine, *Ibidem*, p.387.)

Hélas, Jacques Généreux ne fait pas partie de ces publicistes honnêtes de l'impérialisme : publiciste « voilé » sachant cacher sa servilité à l'égard de l'impérialisme, il excelle dans la fourberie et le cynisme masqués, comme nous le verrons au paragraphe suivant.

En résumé, cette fausse « critique » de la démocratie, provient bien sûr des illusions que nourrit Jacques Généreux à propos de l'Etat en général et de la démocratie bourgeoise [impérialiste] en particulier. Que l'Etat soit un produit de contradictions de classes inconciliables, que l'Etat soit une machine d'oppression d'une classe sur une autre, c'est une chose que Jacques Généreux ne soupçonne pas un instant !!! Ce n'est pas pour rien que quels que soient ses reproches à l'égard de l'Etat capitaliste, il en appelle malgré tout à l'Etat ! (ou pour le moins aux citoyens censés avoir prise sur lui). Ce n'est pas pour rien qu'il est l'ennemi déclaré de toute sorte de dictature (en particulier de celle du communisme « totalitaire » qui clame hautement la nécessité la dictature du prolétariat !). Enfin ce n'est pas pour rien que selon lui, une fois que les citoyens seront « parfaitement informés », alors ils seront « en mesure d'évaluer en toute rigueur l'ensemble des politiques publiques » et alors ce sera « l'avènement d'une vraie démocratie » qui n'aurait « pas grand-chose à voir avec la démocratie de marché aux voix que nous connaissons en réalité » (Tome I, p.101-104-103.)

On s'étonnera seulement, avec Jacques Généreux, que personne avant lui n'ait pensé à mettre en pratique de tels enseignements qui relèvent d'un « bon sens » qui n'est pas sans nous rappeler celui du « fameux » démocrate Karl Heinzen !

Bien entendu, si Jacques Généreux s'efforce par tous les moyens possibles d'essayer de sauver « son » économie capitaliste et « sa » démocratie bourgeoise de la banqueroute et de réconcilier les travailleurs opprimés avec leurs oppresseurs, il ne consacre que peu de lignes à la critique du communisme. Celle-ci, constituée exclusivement de rappels de préjugés ressassés par la bourgeoisie la plus réactionnaire, est lapidaire. Cela, nous pouvions nous en douter, car Jacques Généreux, qui fait montre d'un zèle particulier lorsqu'il s'attache à farder l'impérialisme en éludant les contradictions non seulement profondes mais mêmes les plus superficielles, était de par son anti-communisme condamné à végéter dans les limites étroites de la pensée unique petite-bourgeoise.

Jacques Généreux nous brosse ainsi le tableau d'un communisme qui, prisonnier de la dérive scientiste héritée des Lumières, s'est mué en une « forme moderne de totalitarisme » et qui (tel l'impérialisme belliciste ?) « a, durant des décennies, banni le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » :

« L'homme qui croit se libérer des dieux et des tyrans, en instaurant le règne de la raison, ouvre aussi la voie aux formes modernes du totalitarisme qui, au nom d'une raison universelle, nie l'autonomie des hommes et des femmes. C'est déjà au nom des lois scientifiques de l'économie et de l'histoire que le communisme a, durant des décennies, banni le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et c'est, aujourd'hui à nouveau, au nom de ces lois que l'on tente d'imposer à tous les peuples le même capitalisme marchand en prétendant qu'aucun autre modèle n'est seulement pensable. » (Tome I, p.45.)

Ainsi le communisme « totalitaire » ne vaudrait pas mieux que le capitalisme « marchand » ! (Et Jacques Généreux



d'en profiter pour essayer de nous refourguer son capitalisme « non-marchand » qui a défaut d'être réalisable, n'en est pas moins « pensable », cela nous voulons bien le lui accorder !) Et cela d'autant plus que :

« le marché a beau avoir tous les défauts du monde, cela n'enlève rien à sa supériorité habituelle sur la production publique et la planification dans au moins un domaine : la production et la distribution des biens privés. L'inefficacité radicale d'une économie planifiée a été suffisamment illustrée par les échecs cumulés des anciens pays communistes pour nous éviter ici de longs développements à ce sujet. Les sources de cette contre-performance par rapport aux pays capitalistes tiennent en deux mots : incitation et information. La liberté d'entreprendre et les perspectives de profits privés ont en effet au moins le mérite de créer une incitation permanente à l'innovation et à l'efficacité productive. L'expérience indique que la peur de l'autorité et la motivation idéologique ne constituent pas des incitations suffisantes pour remplacer l'appât du gain personnel. De plus, si la planification publique contrarie largement la recherche de l'intérêt privé par les citoyens ordinaires, elle laisse en revanche aux planificateurs le loisir d'orienter le plan en fonction de n'importe quel objectif politique personnel et au détriment de l'intérêt général. » (Tome I, p.93-94.)

Quel salmigondis de préjugés petits-bourgeois éculés !

A ceci, outre le fait que Jacques Généreux (qui nous le savions déjà n'est pas à une « approximation » près quand il traître du marxisme) assimile impudemment la faillite lamentable des révisionnistes avec la faillite du communisme, nous répondrons que l'

« On a objecté encore qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde. Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et que ceux qui gagnent ne travaillent pas. » (Karl Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1848.)

« Les écrivains bourgeois représentent volontiers le socialisme marxiste comme une ancienne caserne tsariste, où tout est subordonné au « principe » du nivellement. Mais les marxistes ne peuvent pas être tenus pour responsables de l'ignorance et de la stupidité des écrivains bourgeois. » (Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome III, p.154.)

Mais de cela le lecteur ne s'en étonnera pas et nous accordera le fait

« qu'un homme qui n'a pas compris l'état actuel de la société, doit encore moins comprendre le mouvement qui tend à le renverser ». (Karl Marx, *Lettre à Annenkov*, 28-12-1846.)

## VIII – Cynisme et sophistique

Ayant tout naturellement hérité des tares congénitales propres aux socialistes petits-bourgeois français, il était non moins fatal que Jacques Généreux, en tant qu'économiste et restaurateur de l'économisme le plus vulgaire, ait également hérité de l'éloquence sophistique de l'un de ses plus grands précurseurs, j'ai nommé le très fameux Frédéric Bastiat. Nous ne doutons pas du fait que si ce dernier vivait encore, il accuserait sans nul doute Jacques Généreux de plagiat :

« Le marché ne fait pas le bonheur. Mais l'État non plus ! » (Tome I, p.93-94.)

« Là où le marché est myope, l'Etat est aveugle » (Tome I, p.94.)

Que Proudhon et Bastiat se soient réincarnés en Jacques Généreux, cela ne fait aucun doute. Jacques Généreux est également un nouveau Friedrich List, et en bon Friedrich List, nous savons qu'il a trouvé, en Proudhon et Bastiat et ce malgré les hérésies « anti-propriété » du premier et les hérésies libertariennes du second, une source de sagesse inépuisable.

Au premier, Jacques Généreux a emprunté les désillusions concernant les imperfections de la « libre concurrence » ; au second, il a emprunté les illusions, la sophistiques et le cynisme de l'économie vulgaire sur les vertus de l'économie de marché !

Voici quelques énoncés de lois économiques qui sont autant d'échantillons d'une sophistique qui rendrait jaloux ce cher maître Bastiat :

« Ce qui a de la valeur n'a pas de prix. » (Tome I, p.51.)

« Le marché ne fait pas le bonheur. » (Tome I, p.81.)

« L'Etat ne fait pas le bonheur. » (Tome I, p.93.)

« La véritable efficacité, c'est la justice, la véritable justice, c'est l'égalité des libertés. » (Tome I, p.105.)

« La mauvaise concurrence chasse la bonne. » (Tome I, p.119.)

« Rien ne vaut une bonne politique. » (Tome I, p.151.)

« Anticipation n'est pas raison. » (Tome I, p.177.)

« L'erreur est rationnelle. » (Tome II, p.11.)

« Il n'est de richesse que d'hommes. » (Tome II, p.37.)

« La croissance n'est pas le développement. » (Tome II, p.55.)

« Un bon déficit vaut mieux qu'un mauvais excédent. » (Tome II, p.137.)

Quant à ce qui est du cynisme propre à tous les apologistes de l'économisme vulgaire, en voici deux brillants exemples, qui l'on aurait pu s'en douter, sont la conséquence **naturelle** de son anti-communisme viscéral :

Jacques Généreux, après avoir parlé en long, en large et en travers des vertus incomparables d'une concurrence sagement régulée et après nous avoir donné quelques illustrations occidentales du chaos social résultant de la dérégulation de la libre concurrence s'exclame ainsi :

« Et quand la privatisation et la dérégulation se font brutalement à l'échelle d'un pays entier, à l'instar de ce qui s'est produit en Russie après l'effondrement du système communiste, on réalise à quel point les bienfaits de la concurrence sont indissociables des institutions, des règles sociales et des régulations politiques patiemment élaborées au cours des siècles dans les vieux pays industriels. Sans ces dernières, l'ouverture à la concurrence engendre d'abord le chaos, avant de livrer la société à une régulation occulte par la mafia et les anciens tyrans qui reprennent la place de l'État défailant. (Tome II, p.126-127.)

De la restauration intégrale du capitalisme en URSS avec son cortège de misère, Jacques Généreux ne tire nullement comme conclusion le fait que même un socialisme très malade (où ne subsistait en fait plus que l'enveloppe politique et juridique du socialisme, en substance, des acquis sociaux, du fait que les rapports de production socialistes y avaient été liquidés depuis longtemps par les khrouchtchéviens) était malgré tout infiniment supérieur au capitalisme, mais que décidément, rien ne vaut un capitalisme « bien régulé » et « une bonne concurrence » !!! Nous proposons à Jacques Généreux d'aller expliquer les vertus de sa « bonne » et « saine concurrence » aux 57 % de Russes qui en 2001 voulaient en revenir à l'URSS malgré le fait que « *les efforts n'ont pourtant pas manqué pour éradiquer le communisme. Depuis 1991, les Russes sont submergés d'archives, d'articles, de livres et d'émissions de télévision dénonçant les "crimes bolcheviques"* ». (<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/03/CHAUVIER/11056>). Par ce cynisme, Jacques Généreux rejoint les bourgeois effrayés du *Monde Diplomatique* qui, après avoir dressé un tableau apocalyptique de la situation sociale et politique en ex-URSS, n'en parviennent pas moins à conclure, sans honte et avec une coquetterie toute petite-bourgeoise, le fait que : « *La nostalgie de l'URSS et sa réévaluation dans la population ne sont pas à confondre avec leurs divers usages politiques. La réalité exclut un retour du soviétisme : la liquidation du système social soviétique, les privatisations, le rôle de l'argent et les pressions du monde extérieur « globalitaire » ont atteint des points de non-retour.* »

Voici une autre « perle » représentative du cynisme de Jacques Généreux qui, commentant une étude portant sur les performances économiques comparées de divers groupes de PVD durant les années 70-90, et après avoir tout de même fait remarquer que l'« on peut toutefois s'interroger sur la pertinence du classement du Chili dans le groupe des pays disposant d'une élite altruiste », fait la réflexion suivante :

« Il importe de souligner que l'attitude non revendicative des travailleurs dans le premier groupe [*Les pays ayant une élite altruiste (disposée à partager les fruits de la croissance) et une main-d'œuvre non revendicative (Chili, Corée du Sud, Hongkong, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande).*] a le plus souvent été imposée par la répression impitoyable de toute velléité de revendication. Le « pacte » social dans ces pays est une volonté politique imposée par la force. Mais ce pacte forcé est rendu soutenable à long terme, parce que la société accepte de troquer des libertés politiques formelles contre un mieux-être matériel évident. Et au bout du compte, après deux ou trois décennies d'un tel régime, la démocratisation apparaît comme un processus, graduel certes, mais inévitable. L'élévation considérable du niveau d'éducation et du niveau de vie matériel rend l'arbitrage social plus favorable aux libertés politiques. La Corée du Sud semble offrir un bon exemple d'une telle évolution. » (Tome II, p.113-114.)

Et d'ajouter aussitôt, comme si cela n'était pas assez clair, le fait que :

« Toutes proportions gardées, et la violence de la répression politique mise à part, un arbitrage du même type a sauvé le capitalisme occidental des révolutions communistes. » (Tome II, p.114.)

Voilà ainsi légitimé n'importe quel régime fasciste qui s'accommoderait du « libre marché » ! Si tout à l'heure, rien ne semblait pouvoir justifier le « communisme totalitaire » qui avait l'impudence de pousser la « dérive scientiste » jusqu'à nier « l'autonomie des individus » (c'est-à-dire la liberté pour les exploités de pressurer les travailleurs), voici maintenant justifié un régime fasciste anti-ouvrier qui baserait son autoritarisme sur un « pacte social » distillant goutte à goutte, parallèlement au développement des forces productives, un semblant de démocratie

bourgeoisie ! Par ces prises de positions tenant d'un fascisme à peine voilé (selon le mot d'ordre de la petite bourgeoisie allemande à l'aube de la prise de pouvoir par les nazis : « mieux vaut le fascisme que le communisme » !), Jacques Généreux, malgré son vernis « humaniste », n'est rien de moins qu'un laquais de l'impérialisme et un allié potentiel du fascisme !

« De là que, dans chaque époque, les réactionnaires sont d'aussi bons baromètres de son état intellectuel que les chiens du temps qu'il fait. » (Karl Marx, *Le problème de la centralisation*, 1842.)

## IX – « Il suffirait d'y croire » !!!

### [I : LA REVELATION]

L'ouvrage de Jacques Généreux, bien que celui-ci s'amuse parfois à railler le mysticisme ainsi que le « corpus de croyances » et de « dogmes » de la « nouvelle religion » des « néo-libéraux », n'en est pourtant pas moins lui-même parsemé abondamment de la phraséologie sophistiquée la plus vulgaire et empreint d'une ferveur idéaliste toute petite-bourgeoise, ce qui ajoute indéniablement au grotesque de la situation quand il s'efforce de remplacer les dogmes de la « théologie néo-libérale » tant exécrée par les dogmes petits-bourgeois de « sa » religion volontariste. Notre docteur en morale et en théologie s'exclame ainsi dans sa conclusion :

« C'est l'incapacité à forger une croyance commune, une confiance réciproque, qui barre les meilleures routes. » (Tome II, p.162.)

« Voilà une bonne raison de comprendre et de faire comprendre les vraies lois de l'économie. Leur connaissance installe la croyance dans la diversité des possibles et dans notre capacité à atteindre un monde meilleur en nous constituant en communautés humaines liées, dialoguant entre elles, solidaires ; elle fait reculer le fatalisme en démontrant les vertus du volontarisme ; en un mot, elle nous aide à y croire ». (Tome II, p.163.)

« Il suffirait d'y croire ! Cela aurait d'ailleurs pu être la vingt et unième vraie loi de l'économie » ! (Tome II, p.163.)

A ces paroles de conclusion de notre Saint, nous répondrons le fait qu'

« A elle seule, la forme hypothétique de cette phrase trahit le fond chimérique et la stérilité de ce vœu pieux. C'est la vieille illusion que la bonne volonté des gens suffit à elle seule pour changer les conditions existantes, et que ces conditions sont des idées. La transformation de la conscience, sans souci des conditions existantes, telle qu'elle est pratiquée par les philosophes qui en font métier, c'est-à-dire qui en font commerce, est elle-même un produit des conditions existantes et en fait partie. Cette envolée idéaliste au-dessus du monde est l'expression idéologique de l'impuissance des philosophes confrontés à ce monde. Leurs vantardises idéologiques sont démenties chaque jour par la pratique. » (Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1846.)

### [II : LE MESSIE]

Après ceci, S<sup>t</sup> Jacques, nous vous imaginons très bien copier l'exemple « fameux » de Demba :

« Prenons exemple sur Demba, l'imam de Kerpala, au Sénégal. [Vu dans le magazine télévisé *Des racines et des ailes*, sur la chaîne France 3, le mercredi 13 octobre 1999.] Voici quelques années, ce pays a adopté une loi interdisant l'excision des petites filles. Loi en vérité délicate à faire respecter, car la pratique séculaire de l'excision s'est trouvée intégrée dans la culture de certaines populations musulmanes, au point que les croyants en sont venus à la considérer comme une exigence de l'islam. Bien sûr, rien dans les « vraies lois » de l'islam ne fonde une telle croyance, mais elle n'en est pas moins ancrée. Alors, depuis des années, Demba va à pied de village en village, inlassablement, pour expliquer ce que sont les vraies lois de l'islam, et convaincre que l'on peut être un bon musulman tout en appliquant la loi contre l'excision. Et quand on lui demande pourquoi il fait cela, il répond simplement : « C'est bien de faire une bonne loi, mais une loi ne suffit pas, car elle ne vient pas dans ta maison pour discuter avec toi. » Voilà : nous savons ce qu'il nous reste à faire. Ce n'est pas rien. Mais c'est tout ! - *Paris, septembre 2002* » (Tome II, p.164.)

Nous imaginons en effet parfaitement notre Saint aller prêcher sa bonne parole, ses « vraies lois de l'économie », aux travailleurs comme aux petits-bourgeois sans oublier bien sûr les impérialistes, une tablette de ses 2 x « dix commandements » sous chaque bras, afin d'essayer de les convaincre du fait qu'il leur a préparé les meilleures lois économiques possibles pour le meilleur des mondes et que ses « vraies lois » de l'économie ne sont pas incompatibles avec le sacro-saint « libre marché », et même mieux, qu'elles sont la *condition* du libre marché qu'il faut préserver de l'influence délétère de ces satanés monopoles !

Nous craignons seulement qu'hormis les petits-bourgeois il se trouvera peu de travailleurs et de leurs patrons philanthropes, sans même parler des impérialistes, pour se laisser prendre à ses bons sentiments et qu'au final cette nouvelle croisade ne se révélat être un fiasco complet !!!

Mon cher S<sup>t</sup> Jacques le Généreux, après tout ceci, nous vous ferons remarquer le fait que décidément l'

« on comprend le dépit de certains étudiants qui, après des années de micro-économie, de macro-économie, d'économétrie, en viennent à se dire que la montagne a accouché d'une souris, que le coffre est vide. En fait de trésor, ils se retrouvent parfois la tête farcie d'hypothèses surréalistes et de théorèmes fictifs qui ne leur permettent ni de comprendre le monde réel ni de converser utilement avec leurs camarades historiens ou sociologues. » (Tome II, p.155.)

Car après avoir pris connaissance de vos « Vraies lois de l'économie » et digéré votre prose quelque peu indigeste, nous ne voyons pas comment il pourrait en être autrement pour ces pauvres étudiants (sans compter ces pauvres travailleurs dont vous faites si peu de cas). Quant à nous, pour notre part,

« Nous espérons les avoir aidés à éviter cette désillusion en racontant l'histoire d'une autre économie – que nous tenons pour la vraie » (Tome II, p.155.)

### [III : EPILOGUE]

Suite aux développements « économiques » étourdissants contenus dans ses « Vraies lois de l'économie », S<sup>t</sup> Jacques, qui est tout autant l'auteur d'un nouveau manifeste « heinzenien » (synonyme d'un retour la littérature *grobianisch* dont Marx disait qu'elle était caractérisée par « la bouillie rhétorique où nagent, tel des os, quelques piètres vérités »), que l'apôtre d'un nouveau « socialisme vrai » (et qui, de par son éclectisme universel cumule à lui seul les tares de Proudhon, Heinzen, Stirner, List et de toute une foule d'économistes bourgeois des plus médiocres), nous autorisera très certainement à conclure avec Marx le fait que :

« Chaque rapport économique a un bon et un mauvais côté : c'est le seul point dans lequel M. Proudhon ne se dément pas. Le bon côté, il le voit exposé par les économistes ; le mauvais côté, il le voit dénoncé par les socialistes. (...) Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois, et des prolétaires ; il n'est que le petit bourgeois, ballotté constamment entre le Capital et le Travail, entre l'économie politique et le communisme. » (Karl Marx, *Lettre à J.-B. Schweitzer*, 24-01-1865.)

« Il ne viendrait jamais à l'idée de M. List que la véritable organisation de la société est un matérialisme vulgaire, un spiritualisme individuel, un individualisme. Jamais il ne s'aviserait que les économistes n'ont fait que donner une expression théorique appropriée à cet état social. Sinon, il devrait se tourner contre l'actuelle *organisation de la société* et non contre les économistes. Il les accuse de n'avoir pas su trouver une expression qui enjolive une réalité désespérante. C'est pourquoi il veut laisser cette réalité subsister partout telle quelle, et n'en changer que l'expression. Il ne se livre jamais à une critique de la société réelle ; en bon Allemand, il critique l'expression théorique de cette société et lui reproche d'exprimer la chose et non l'illusion que l'on s'en fait. » (Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, 1845.)

« Le « socialisme vrai », qui ne se soucie plus des hommes réels, mais de « l'Homme », a perdu toute passion révolutionnaire et proclame à sa place la philanthropie universelle. Il ne s'adresse donc pas aux prolétaires, mais aux deux classes de gens les plus nombreuses de l'Allemagne, aux petits-bourgeois avec leurs illusions philanthropiques et aux idéologues de ces mêmes petits-bourgeois, les philosophes et leurs émules ; de manière générale, il s'adresse à la conscience « ordinaire » et peu ordinaire qui prédomine à présent en Allemagne. Vu les conditions effectivement existantes en Allemagne, la constitution d'une telle secte intermédiaire était inévitable en vue de concilier le communisme et les idées dominantes. Il va de soi que, depuis la naissance d'un vrai parti communiste en Allemagne, les « socialistes vrais » auront pour tout public des petits-bourgeois et pour représentants de ce public des littérateurs impuissants et loqueteux. » (Karl Marx, *Le « socialisme vrai »*, 1846.)

« Le pauvre homme ! Le bourgeois, qu'il soit français ou anglais, se plaint du manque de débouchés, de crises commerciales, de panique en bourse, de la conjoncture politique du moment, etc. Et le petit-bourgeois allemand, dont la participation active au mouvement des bourgeois n'a été qu'en idée, et qui, au demeurant, n'a fait que marchander sa propre peau, se représente sa propre cause uniquement comme la « bonne cause », la « cause de la Liberté, de la Vérité, de l'Humanité », etc. (Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1846.)

« Pas plus qu'il ne comprend les travailleurs, M. Heinzen ne comprend les libéraux bourgeois, alors qu'il travaille ardemment et inconsciemment à leur service. (...) Mais M. Heinzen n'a affaire ni à la bourgeoisie ni au prolétariat (...). Son parti, c'est le « parti des hommes », c'est-à-dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts « bourgeois » en les déguisant en buts « humains ». » (Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique – Contre Karl Heinzen*, *Deutsche-Brüsseller-Zeitung*, octobre-novembre 1847.)

Et c'est bien pour cela que S<sup>t</sup> Jacques le Généreux bénéficie de toute l'attention de la presse bourgeoisie qui, à l'unanimité, ne tarit pas d'éloges au sujet de ses « vraies lois de l'économie », outre le fait que les « perles » qui suivent sont particulièrement représentatives 1° de l'inintelligence viscérale de la bourgeoisie face aux problèmes sociaux et 2° de la décadence de la culture et des sciences sociales sous son règne :

« La rébellion contre la « mondialisation néolibérale » s'exprime au nom de la justice, de la morale [...]. Il est plus rare qu'elle le fasse en dénonçant, à partir de l'analyse économique la plus orthodoxe, la fausseté des hypothèses sur

lesquelles repose la précieuse « pensée unique ». C'est ce qui fait tout l'intérêt du livre de Jacques Généreux. » (*L'express.*)

« Ce livre, en plus d'être brillant, est salubre et facile à lire. » (*Alternatives économiques.*)

« Jacques Généreux part en guerre contre le « néolibéralisme » et plus encore contre ses slogans simplificateurs. À la fois pédagogue et polémiste... » (*Le Figaro.*)

« Puissent nos dirigeants lire Généreux et mettre le débat au centre de la vie politique. » (*Le Nouvel Economiste.*)

« Une lecture qui apportera autant de distance à ceux qui se disent encore néolibéraux qu'aux partisans d'une approche critique de la mondialisation. » (*Les Échos.*)

« Jacques Généreux milite contre les lieux communs les plus répandus à propos des « lois de l'économie » qui envahissent le débat public. » (*Ouest-France.*)

« Avec talent, l'auteur défend le retour du volontarisme politique. Pédagogique et anticonformiste. » (*La Croix.*)

**Ce qui nous amène à étendre les conclusions formulées dans notre article « *Altermondialisme, la nouvelle Internationale ?* » à S<sup>t</sup> Jacques le Généreux ! Preuve qu'aujourd'hui plus que jamais : « *En France, l'absence de base théorique et de bon sens politique se fait généralement sentir* » !!! (Karl Marx, *Lettre à Kugelmann, 18-05-1874.*)**

V.G. — octobre 2004.

**[Retour à la page idéologie](#)**